

SOMMET DES MÉDIAS
DES BRICS À MOSCOU
**Les participants
plaident pour un
ordre mondial
multipolaire**

P 16

GÉNÉRALISATION DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

De nouveaux services dès 2025

L'Algérie veut promouvoir davantage le paiement électronique. De vastes chantiers seront lancés par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique) en 2025 afin de mettre en service de nouveaux services de paiement électronique, offrant une gamme encore plus large pour répondre aux besoins diversifiés des clients et commerçants. P 3

● Le montant des transactions en hausse de 57%



SEPTIÈME ÉDITION DU SALON
INTERNATIONAL «BÂTI-EST-EXPO»

**Plus de 170 exposants
attendus à Constantine**



La septième édition du Salon International de l'Immobilier, du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Est Algérien « Bâti-Est-Expo » se tiendra du 02 au 05 octobre 2024, au complexe culturel Ahmed Bey/ Zénith, à Constantine.

P 2

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES
DE 89,8 MILLIARDS DE DA

**Les Assurances affichent
des performances
solides**



Au premier semestre 2024, le secteur des assurances en Algérie a affiché une vigueur remarquable, enregistrant une augmentation de 7 % de son chiffre d'affaires, qui a atteint près de 90 milliards de dinars. Cette dynamique témoigne de la croissance continue et de l'adaptabilité du marché, malgré un environnement économique parfois incertain.

P 5

AVEC DES ATOUTS CERTAINS
POUR ÊTRE PAYS ÉMERGENT

**L'Algérie est sur les
startings-blocks**

Le concept de « pays émergent » évoque une nation en pleine transformation économique, se distinguant par une croissance rapide et une industrialisation accélérée. Pour l'Algérie l'ambition est que dès 2030, d'être le fer de lance de la renaissance maghrébine et au-delà une affirmation internationale.

P 5

PÉTROLE

**Légère hausse
du Brent à près
de 72 dollars** P 2

DOUANES

**Saisie de plus d'un million
d'unités de produits
pyrotechniques** P 4

OUARGLA/SONELGAZ

**Recul des coupures
d'électricité cet été** P 6

PÊCHE/FORMATION

Lancement
prochain d’une
plateforme
numérique
d’inscription

Une plateforme numérique d'inscription dans les établissements formation relevant du secteur de la pêche et des productions halieutiques sera prochainement lancée, a indiqué, dimanche à Alger, le sous-directeur de la formation au ministère, Mohamed Mounir Guerbi. Dans une déclaration à la presse en marge des Journées portes ouvertes organisées à l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA) sis au port d'Alger, M. Guerbi a souligné que "la plateforme d'inscription dans les établissements de formation sectoriels, dont le lancement est prévu prochainement, permettra aux jeunes intéressés de s'inscrire au niveau des neuf établissements de formation répartis à travers l'ensemble du territoire national et de suivre leurs dossiers à distance". En plus de suivre le parcours de l'étudiant depuis les préinscriptions jusqu'à la délivrance du diplôme, étant dotée d'un service de certification des attestations à distance, la nouvelle plateforme permettra au stagiaire d'élargir ses connaissances, grâce à une bibliothèque numérique. Le responsable a cité, en outre, le lancement de sessions de formation des formateurs dans le domaine entrepreneurial afin d'encadrer les étudiants et de les aider à monter leurs propres entreprises à l'avenir. Selon M. Guerbi, vingt enseignants formateurs ont été formés jusqu'à présent, soulignant que des espaces dédiés à l'entrepreneuriat et à l'innovation seront ouverts prochainement. Pour sa part, le directeur de l'Institut national supérieur de la Pêche et de l'Aquaculture, Mohamed Maazouz, a estimé que les mesures incitatives prises par les autorités publiques ces dernières années avaient encouragé de nombreux jeunes à s'orienter vers les établissements de formation relevant du secteur. L'INSPA propose plusieurs types de formation, notamment la formation de base, la formation continue, le perfectionnement des compétences, des formations sur demande, ainsi que l'organisation du concours d'évaluation des acquis d'expérience professionnelle. Le nombre des préinscrits dans les instituts de formation du secteur cette année s'élève à près de 6000 inscrits à ce jour, un chiffre qui pourrait atteindre les 10.000 inscrits d'ici fin septembre.

R E

ENERGIE

L’Algérie consolide son rôle sur la scène internationale

En 2024, l'Algérie se trouve au cœur d'une transition énergétique majeure, marquée par une demande croissante de gaz naturel tant sur le plan national qu'international. Selon les prévisions récentes de la plateforme « Attaqa.net », cette augmentation de la consommation de gaz s'inscrit dans un contexte où l'Afrique et le Moyen-Orient, stimulés par une industrialisation rapide et des besoins énergétiques grandissants, voient leur demande en gaz augmenter de manière significative. Avec ses vastes réserves de gaz naturel, l'Algérie se positionne comme un acteur clé de cette dynamique.

Par Mourad A.

En 2023, la demande de gaz en Algérie a connu une progression notable. Cette hausse reflète un effort accru pour satisfaire les besoins en électricité et les exigences du secteur industriel. La consommation a augmenté de 10,8 % pour l'industrie et de 4 % pour la production d'électricité, démontrant l'engagement du pays à suivre le rythme imposé par la croissance économique et la modernisation de ses infrastructures énergétiques. Ces chiffres témoignent également de la volonté de l'Algérie de maintenir sa position en tant que fournisseur fiable, notamment pour ses partenaires européens. La guerre en Ukraine et les perturbations qu'elle a causées sur le marché énergétique européen ont accentué l'importance stratégique de l'Algérie. Face à la diminution des approvisionnements en gaz russe, l'Europe s'est tournée vers des alternatives plus stables, et l'Algérie s'est affirmée comme une réponse majeure à cette crise énergétique. Grâce à ses ressources naturelles

et à ses infrastructures développées, telles que les pipelines et les installations de gaz naturel liquéfié, le pays a su répondre à cette demande croissante, consolidant ainsi son rôle sur la scène énergétique mondiale. La réélection du président Abdelmadjid Tebboune en 2024 marque le début d'une nouvelle ère pour l'Algérie. Ce nouveau mandat pourrait impulser une dynamique de diversification économique, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables tout en continuant à exploiter la richesse des hydrocarbures. Cette évolution pourrait renforcer le rôle de l'Algérie sur la scène énergétique mondiale, la positionnant à l'avant-garde des discussions internationales sur la transition écologique. Avec des infrastructures stratégiques telles que les pipelines reliant directement l'Algérie à l'Europe et ses installations de gaz naturel liquéfié (GNL), le pays est bien placé pour continuer à jouer un rôle central dans l'approvisionnement énergétique du continent européen. En 2023, l'Algérie a conforté son statut de premier producteur de gaz en Afrique, tout en restant un fournisseur

crucial pour l'Europe, répondant à plus de 10 % de la demande européenne en gaz naturel. Parallèlement, l'Algérie se tourne résolument vers l'avenir en cherchant à exploiter ses vastes ressources en énergies renouvelables. Avec des milliers d'heures d'ensoleillement par an, le pays ambitionne de produire, d'ici 2035, une quantité significative d'énergie renouvelable, notamment grâce au solaire et à l'éolien. Soutenue par des investissements internationaux, y compris chinois, cette transformation pourrait non seulement renforcer les liens avec l'Europe mais aussi ouvrir la voie à de nouvelles collaborations, contribuant ainsi aux efforts pour atteindre la neutralité carbone. Au-delà de ses effets sur l'économie et la transition énergétique, cette évolution pourrait également avoir des répercussions géopolitiques. L'essor des énergies renouvelables en Algérie pourrait jouer un rôle clé dans la diplomatie régionale et internationale, consolidant davantage sa position sur la scène mondiale.

PÉTROLE

Légère hausse du Brent à près de 72 dollars

Les cours du pétrole prenaient de l'allant lundi, portés par un affaiblissement du dollar, à quelques jours d'une probable baisse de taux de la banque centrale américaine, et des inquiétudes

sur l'état de l'offre. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, progressait de 0,25% à 71,79 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Inter-

mediate (WTI), pour livraison en octobre, montait de 0,38%, à 68,91 dollars. En ouverture de séance, le brut se négociait légèrement à la hausse, soutenu par des facteurs tels qu'un

dollar plus faible et des inquiétudes persistantes concernant une offre mondiale plus resserrée en raison de la réduction de la production de brut américain, expliquent des analystes.

SEPTIÈME ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL « BÂTI-EST-EXPO »
Plus de 170 exposants attendus à Constantine

Par Sirine R.

La septième édition du Salon International de l'Immobilier, du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Est Algérien « Bâti-Est-Expo » se tiendra du 02 au 05 octobre 2024, au complexe culturel Ahmed Bey/Zénith, à Constantine. Placé sous le Haut parrainage de Monsieur le Wali de Constantine, ce salon verra la participation de plus de 170 entreprises algériennes et étrangères. En effet, cet important événement économique a pour objectif de mettre en relation directe les professionnels de divers créneaux d'activité complémentaires pour des relations d'affaires, de partenariat productif et d'investissement créateur de richesse et de valeur ajoutée pour l'économie algérienne, précise l'organisateur de ce salon dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction.

Organisé par Sunflower Communication, avec la collaboration de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Rhume) de Constantine et l'Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL), le salon Bâti-Est-Expo s'est imposé, depuis son lancement en 2018, comme un carrefour incontournable et un rendez-vous annuel pour les professionnels de divers créneaux d'activité économiques visant à développer et à moderniser le secteur du BTP en Algérie à travers l'échange d'expériences et des rencontres professionnelles (B to B) porteuses. Le volet de l'exportation de matériaux de construction et autres produits et services algériens vers les pays africains notamment sera au cœur de cette septième édition du salon Bâti-Est-Expo. A cet effet, plus d'une quarantaine d'ambassades et de représentations économiques et commerciales de pays africains agréés en Algérie seront présentes

au salon afin d'explorer les opportunités, voies et moyens de faciliter l'accès des produits et services algériens vers ces pays. Des rencontres et tables rondes seront organisées, dans ce sens, entre des chefs d'entreprises algériens et des ambassadeurs et chargés d'affaires et de relations commerciales des ambassades présents, ajoute la même source. Les universités et autres centres de formation spécialisés, ainsi que les start-up marqueront aussi leur présence au salon Bâti-Est-Expo, à travers des espaces d'exposition qui leur accordés gratuitement dans la visée de faciliter et de motiver leur apport indéniable au développement économique national. Aussi, un programme de conférences-débat thématiques font partie intégrante, comme de coutume dans ce salon, afin d'explorer les nouveautés techniques et technologique à même de moderniser et d'accélérer la croissance des secteurs concernés.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GÉNÉRALISATION DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

De nouveaux services dès 2025

L'Algérie veut promouvoir davantage le paiement électronique. De vastes chantiers seront lancés par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique) en 2025 afin de mettre en service de nouveaux services de paiement électronique, offrant une gamme encore plus large pour répondre aux besoins diversifiés des clients et commerçants.

Par Sirine R.

Il s'agit notamment par l'introduction de la technologie SoftPos qui permet de transformer les téléphones mobiles équipés de dispositifs NFC (Near Field Communication) en terminaux de paiement électroniques (TPE). C'est ce que l'administratrice du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), Assia Benchabla Queiroz, a annoncé dans une déclaration à l'APS. Grâce à cette technologie, les commerçants pourront accepter des paiements «sans contact» directement via leurs téléphones, que ce soit avec des cartes bancaires ou des téléphones aussi.

Simple à utiliser, la technologie SoftPos offre une solution plus flexible pour les commerçants, en évitant l'achat d'équipements TPE coûteux, souligne Mme Benchabla, rappelant que les cartes intégrant la fonctionnalité «sans contact» sont déjà disponibles depuis 2023. Cette solution est particulièrement adaptée aux nouveaux commerçants ou à ceux qui préfèrent une alternative plus pratique, tels que les chauffeurs de VTC, les livreurs ou les vendeurs de marchés.

Par ailleurs, le GIE Monétique prévoit le lancement d'une carte de paiement virtuelle, accessible depuis les mobiles, tablettes et ordinateurs, selon l'administratrice. Cette carte renforcera la sécurité des paiements en ligne en générant un numéro de carte unique pour chaque transaction via une application bancaire.

A travers ces nouveaux moyens de paiement, GIE Monétique vise à enrichir les

solutions offertes aux clients et aux commerçants. «Nous avons déjà des options de paiement en ligne, par carte classique, sans contact via TPE, et par téléphone mobile via QR code. Les nouvelles solutions prévues pour 2025 offriront une gamme encore plus large pour répondre aux besoins diversifiés de nos clients et commerçants, l'objectif étant que, quel que soit le moyen de paiement dont dispose le client, et quelle que soit sa banque domiciliaire, le commerçant aura la possibilité d'accepter ce paiement», a indiqué Mme Benchebla.

Cinq banques lancent le m-paiement en octobre prochain

Par ailleurs, la même intervenante a fait savoir que cinq banques comptent lancer à partir d'octobre prochain le paiement mobile, permettant d'effectuer des transactions en utilisant le QR code. «A partir d'octobre 2024, les clients de cinq banques pourront effectuer des paiements en scanant des codes QR», a déclaré à l'APS Mme Benchabla rappelant l'importance de cette technologie «rapide et pratique» en matière de simplification du processus de paiement électronique.

Ce mode de paiement sans carte, est basé sur la technologie de lecture du QR code (Quick Response Code) affiché par le commerçant. Il permet au client de payer ses achats, factures et autres en instantané, tout en réduisant les temps d'attente en caisse. Le paiement mobile est opérationnel en Algérie depuis 2022. Dans une première phase, le service a été ouvert en intra-bancaire avant de lancer l'interopéra-

bilité des paiements mobiles grâce à la plateforme "Switch Mobile" en juin 2024. Trois institutions offrent déjà le service du m-paiement: la Banque Nationale d'Algérie (BNA), Al Salam Bank Algeria, et Algérie poste. Avec les cinq banques qui vont lancer ce nouveau mode de paiement, le nombre sera porté à huit.

En parallèle, le GIE Monétique travaille également à faciliter l'acceptation des paiements internationaux, permettant aux commerçants algériens d'accepter les cartes Visa et Mastercard. Dans ce sens, Mme Benchabla a affirmé que le processus de mise en place d'une plateforme locale certifiée par les réseaux de paiement Visa et MasterCard est en cours.

Cette plateforme sera prise en charge par la SATIM qui représente le centre de monétique interbancaire. Concernant l'adhésion des commerçants aux systèmes de paiement électronique, Mme Benchabla a indiqué que des enquêtes récentes ont révélé des obstacles, liés notamment à la disponibilité immédiate des fonds et à des questions fiscales. «Les parties prenantes travaillent sur des solutions pour surmonter ces défis et faciliter l'intégration des paiements électroniques dans le commerce de proximité», a-t-elle rassuré. Malgré ces défis, le bilan semestriel du GIE Monétique révèle un engouement croissant pour le "e-paiement", soutenue par l'intégration de certains organismes traitant des flux de transactions importants (paiements des frais d'inscription universitaire, des billets de stade, des impôts et taxes, des frais de douanes, paiement de loyer AADL..).

COOPÉRATION ALGÉRIE-QATAR

Saidal explore de nouvelles opportunités à Doha

Par M.A.

Le président-directeur général du groupe pharmaceutique Saidal, Dr Wassim Kouidri, a récemment effectué une visite de travail au Qatar, mettant en avant les ambitions internationales de son entreprise. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de diversification de Saidal, visant à explorer de nouvelles opportunités de collaboration et de partenariat dans le secteur pharmaceutique qatari, comme l'a indiqué l'ambassadeur d'Algérie au Qatar dans une publication.

Au cours de son séjour, Dr Kouidri a rencontré l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Salah Attia, ainsi que le chercheur algérien Dr SaidDermime, directeur du centre de recherche translationnelle sur le cancer au Centre national de re-

cherche et de soins contre le cancer, Hamad Medical Corporation. Cette rencontre témoigne de l'engagement de Saidal à établir des relations solides avec des acteurs clés du secteur de la santé au Qatar. Hamad Medical Corporation, reconnu comme un leader dans les soins de santé au Moyen-Orient, représente un partenaire stratégique potentiel pour Saidal. Cette visite est également liée à la préparation de l'exposition des produits algériens prévue à Doha du 22 au 27 octobre 2024. Cet événement constitue une opportunité précieuse pour Saidal de promouvoir ses produits et d'initier des contacts commerciaux avec des partenaires qatariens, marquant un pas significatif vers l'expansion de Saidal sur le marché qatari.

De plus, l'ambassadeur Salah Attia a eu l'occasion de discuter avec Cheikh Kha-

lifa Bin Jassim Al Thani, président du Conseil d'Administration de la Chambre du Qatar. Cette rencontre a permis d'aborder les projets en cours et les opportunités de partenariat futur, tout en soulignant la nécessité de mettre à jour le cadre juridique des relations commerciales entre les deux pays. La Chambre du Qatar joue un rôle clé dans l'accompagnement de l'exposition à Doha, renforçant ainsi la coopération bilatérale. La visite de Dr Wassim Kouidri au Qatar illustre les efforts continus de Saidal pour élargir son réseau international et solidifier ses partenariats stratégiques. L'engagement de Saidal à diversifier ses activités et à s'intégrer davantage sur le marché global est clairement reflété dans cette visite et les initiatives qui en découlent.

E-PAIEMENT

Le montant des transactions en hausse de 57%

Le montant des paiements électroniques en Algérie a augmenté de 57% durant le premier semestre 2024 pour atteindre près de 60 milliards de dinars, confirmant la tendance des consommateurs à réduire l'utilisation de l'argent cash. Selon le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), le montant des paiements électroniques (par TPE, via internet ou par téléphone mobile) s'est élevé à 59,993 milliards de dinars entre janvier et juin 2024, contre 38,113 milliards de dinars durant la même période de l'année 2023, soit une croissance de 57,41%. Dans le détail, le montant des paiements effectués via internet a augmenté de 63,82% sur un an pour atteindre 20,257 milliards de dinars. Le secteur des télécommunications (paiement des factures et rechargements de crédits auprès des opérateurs de téléphonies et fournisseurs d'accès à internet) domine toujours le segment de l'e-paiement via internet, avec 4,71 millions de transactions parmi les 6,62 millions de transactions effectuées dans ce segment. Toutefois, l'ensemble des autres secteurs ont réalisé des taux de croissance appréciables, notamment les services administratifs (+70%), le transport (+20%), tandis que la vente de biens a enregistré une croissance modeste de 9%. Globalement, le nombre des transactions en ligne a dépassé, depuis le lancement de ce mode de paiement en 2016, les 43,9 millions, selon les données de GIE monétique. L'autorité de régulation du secteur de la monétique compte quelque 510 web-marchands adhérents au système électronique interbancaire, soit 140 web-marchands de plus par rapport au premier semestre de 2023. S'agissant du segment de l'e-paiement par TPE (Terminal de paiement électronique), la valeur totale des transactions a augmenté de 44% pour atteindre 20,129 milliards de dinars. Quant au paiement par téléphone mobile (en utilisant le QR code), le nombre de transactions réalisées a crû de 60% sur un an à 26,7 millions d'opérations pour un montant de 19,6 milliards de dinars. Le paiement mobile est officiellement opérationnel en Algérie depuis 2022. Dans une première phase, le service a été ouvert en intra-bancaire et ce, au niveau de la Banque nationale d'Algérie (BNA) et Al Salam Bank Algeria, ainsi qu'Algérie poste. Ce nouveau mode de paiement sans carte, est basé sur la technologie de lecture du QR code (Quick Response Code), attribué au commerçant. Il permet au client de payer ses achats, factures et autres en instantané. Par ailleurs, le bilan de GIE Monétique fait état d'une hausse du nombre total d'opérations de retrait sur les distributeur automatique de billets (ATM) passant de 85,7 millions de transactions, au cours du premier semestre 2023, à 96,5 millions d'opérations durant la même période de l'année 2024, pour une valeur de plus de 1.804 milliards de dinars.

R.E.

SÉTIF

Saisie de plus d’un demi-million de pétards et de feux d’artifice

Les unités opérationnelles de la sûreté de wilaya de Sétif et des sûretés de daïra du territoire de la wilaya ont saisi plus d’un demi-million d’unités de pétards et de feux d’artifice dans diverses opérations, apprend-on dimanche de ce corps constitué. Ces opérations qui s’inscrivent dans le cadre de la lutte contre les multiples formes de criminalité, notamment le commerce illégal de produits prohibés dangereux ont permis de saisir 509.801 unités de feux d’artifices et de pétards de différents types et d’arrêter 24 personnes impliquées dans la vente de ces articles dangereux, a précisé le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Mohamed Ferahta. Ces opérations ont été menées au cours de la semaine passée et à la veille de la célébration du Mawlid Ennabawi et la plus importante a été réalisée par la sûreté de daïra d’El Eulma et la brigade de la police judiciaire de la même ville avec un bilan de 494.201 unités de pétards saisies, selon la même source.

EDUCATION

La rentrée scolaire aura lieu dimanche 22

Le ministère de l’Education nationale a annoncé, dimanche dans un communiqué, que la rentrée scolaire 2024-2025 aura lieu dimanche 22 septembre 2024. "La rentrée scolaire de l’année 2024-2025 aura lieu dimanche 22 septembre 2024 au matin pour toutes les régions", précise le ministère, rappelant que le personnel administratif avait repris le travail mercredi 28 août 2024 au matin et le personnel enseignant mardi 10 septembre 2024 au matin. A cette occasion, le ministère de l’Education nationale souhaite "une bonne rentrée scolaire" à tous.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

DOUANES

Saisie de plus d’un million d’unités de produits pyrotechniques

Les services des Douanes ont procédé à la saisie de plus d’un million d’unités de pétards et de feux d’artifice au courant de cette année, indique la Direction générale des Douanes dans un communiqué rendu public dimanche. «A la veille de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif (1446-2024), et en exécution de l’engagement total de l’institution douanière et son rôle crucial dans la lutte contre le trafic et le commerce illégal des pétards et des feux d’artifice, la Direction générale des Douanes a élaboré un programme d’interventions intensives sur le terrain à travers tout le territoire national, par le renforcement

de l’activité des brigades douanières opérationnelles aux frontières nationales (terrestres, maritimes et aériennes) et la couverture sur le terrain du territoire national en coordination avec les différents partenaires sécuritaires», indique la DGD. Au cours de cette année, «l’activité sur le terrain a permis la saisie de 34.000 sacs et plus d’un million d’unités de pétards et de jeux pyrotechniques selon le dernier bilan enregistré par rapport à celui de l’année dernière qui fait état de la saisie de plus de cinq (5) millions d’unités pyrotechniques», précise la même source. «Les services des Douanes algériennes

ont contribué à tracer un programme de sortie sur le terrain en coordination avec les corps de sécurité et les institutions de l’Etat concernées par la lutte contre ce phénomène en vue sensibiliser les citoyens, notamment les enfants et les jeunes, aux dangers de ces produits ainsi qu’aux sanctions encourues par la détention de ce genre de marchandises prohibées que ce soit sur les voies publiques, les kiosques, les magasins ou les différents points de vente», ajoute le communiqué. Les mêmes services ont également participé à des actions de sensibilisation sur diverses stations de la Radio algérienne et chaînes télévisées, note la même source.

MAWLID ENNABAOU

41 incendies maîtrisés, aucune perte humaine

La célébration du Mawlid Ennabaoui a été marquée, avant-hier, par une série d’incidents liés à l’usage de produits pyrotechniques, dont les pétards, entraînant 41 incendies, fort heureusement, tous maîtrisés et sans provoquer de pertes humaines, dans plusieurs wilayas du pays après l’intervention des éléments de la Protection civile. Selon un bilan rendu public, hier lundi, par la direction générale de la Protection civile (DGPC), Alger a été particulièrement touchée avec 22 incendies. Les interventions ont été nécessaires dans divers quartiers, notamment à El Madania, où un feu dans un immeuble de deux étages a entraîné des difficultés respiratoires pour quatre

personnes, dont un enfant de 8 ans, qui a été transporté au centre de santé de la localité. Des feux ont également été éteints dans des balcons et des toitures d’immeubles à El Harrach, El Achour, Khemis El Khechna, Zeralda et plusieurs autres quartiers, ainsi que des incendies de palmiers et de végétation sèche dans des communes, telles que Bab El Oued et El Harrach. A Skikda, les équipes ont combattu un incendie dans un appartement au premier étage dans le quartier de Louza, causé par des bougies, ainsi que plusieurs feux de végétation et de palmiers dans différents quartiers, alors qu’à Oran, deux incendies ont été éteints sur les toits d’immeubles à deux étages dans les quartiers de Gambita et Hai El Darb. En outre, un feu de voiture et un incendie dans un local en tôle ont été maîtrisés à Oran et à Bir El Djir. A Jijel, un incendie de pneus a été éteint

dans les quartiers de 200 logements, alors que dans la wilaya de Bouira, les services d’urgence ont éteint un feu dans un balcon d’un appartement au premier étage d’un immeuble de cinq étages dans la commune de Bouira. Par ailleurs, à Batna, un incendie dans une chambre au deuxième étage d’une maison de deux étages a été maîtrisé sans faire de victimes, et ce, précise la même source, malgré la gravité de la situation rencontrée. Du reste, indique la DGPC, «les équipes d’intervention ont réussi à contenir et à éteindre les feux et aucune perte humaine n’a été enregistrée ». Face à ce bilan, la Protection civile lance un appel à « la prudence » et invite les citoyens à « éviter l’utilisation de pétards et de matériels pyrotechniques pendant la période des fêtes pour prévenir de futurs incidents et garantir des célébrations en toute sécurité ».

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا
	Tomate	71	83	60	الطماطم
	Oignon sec	46	53	39	البصل الجاف
	Ail sec	366	418	315	الثوم الجاف
	Carotte	84	93	74	الجزر
	Navet	131	144	118	لفت
	Poivron	106	120	93	الفلفل الاخضر
	Piment	125	142	109	الفلفل الحار
	Courgette	165	182	147	الكوسة
	Haricot vert	197	221	173	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	140	154	126	الخس
Fruits frais	Pomme locale	396	503	289	التفاح المحلي
	Datte	555	679	431	التمر
	Melon	99	111	86	البطيخ الاصفر
	Pastèque	84	93	74	البطيخ الاحمر
	Poire	377	456	298	الاجاص
	Raisin	213	276	149	العنب
	Banane	480	495	464	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1798	1941	1655	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	485	497	472	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

AVEC DES ATOUTS CERTAINS POUR ÊTRE PAYS ÉMERGENT

L'Algérie est sur les startings blocks

Le concept de « pays émergent » évoque une nation en pleine transformation économique, se distinguant par une croissance rapide et une industrialisation accélérée. Pour l'Algérie l'ambition est que dès 2030, d'être le fer de lance de la renaissance maghrébine et au-delà une affirmation internationale. Forte de ses récentes performances, qui sont les prémices d'un véritable décollage économique, elle a tous les atouts d'être un pays émergent. Toutes les institutions mondiales ou régionales, voient en l'Algérie, une force majeure, apte à faire partie du club fermé des EME10 (Economies de marché émergentes).

Par Réda Hadi

Pour Abderrahmane Hadeff, consultant et expert en géo-économie, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, l'Algérie a les atouts pour rejoindre les pays émergents. Pour lui, « Aujourd'hui, le pays entame un nouveau mandat présidentiel dans un contexte assez particulier où l'Algérie ambitionne de devenir une force économique à l'échelle régionale et internationale sous le signe de la stabilité et la prospérité, permettant de consolider tous les acquis notamment au niveau de la cohésion sociale ». Cependant, le chemin vers le statut d'économie émergente reste semé d'embûches, et beaucoup soulignent à l'instar de Hadeff, qu'il s'agit d'accélérer la cadence de la réalisation de tout ce qui a été fait jusque-là, notamment améliorer davantage le climat des affaires. Car, selon l'expert, pour rejoindre les pays émergents, il faut avoir un produit intérieur brut (PIB) important, une croissance durable et stable. « En effet, le programme présidentiel table sur un PIB de l'ordre de 400 milliards de dollars à l'horizon 2027 », rappelle l'expert et ajoute que l'Algérie a les capacités d'atteindre ce seuil et, même, de le dépasser à l'horizon 2030. Afin d'atteindre cet objectif, Hadeff priorise l'investissement, un des outils de la croissance, ainsi que les finances et l'industrie manufacturière.

Et de rappeler, à ce propos, que pas mal de chantiers ont été ouverts par la Banque d'Algérie pour accélérer l'amélioration de notre système financier avec l'intégration des outils numériques pour l'amélioration de la gouvernance bancaire. Sauf que pour avoir le statut

de pays émergent, cela implique ipso facto des réformes ambitieuses visant à stimuler la productivité hors hydrocarbures, favoriser une croissance tirée par le secteur privé et améliorer la durabilité climatique. Des réformes, qui sont complexes, prennent du temps et impliquent une gouvernance forte, de la ténacité politique, une forte capacité technique et administrative et des financements importants. Mais qui faut-il le rappeler, sont un engagement fort du Président Tebboune.

De ce point de vue, l'expert, préconise de moderniser le système administratif, car il y va, selon lui, de « la diminution des aléas bureaucratiques » et ce, à l'effet de « libérer davantage les initiatives en ce sens afin de réaliser une diversification économique et une industrie manufacturière, levier de diversification et d'amélioration de la productivité. En effet, en ce sens, il recommande « une politique industrielle claire qui permet de répondre aux besoins nationaux, mais surtout avoir cette capacité d'améliorer l'outil de production ». Il estime également que nous avons des actifs dormants à réactiver et des filières à redynamiser, tels que l'électronique, l'électricité et l'agroalimentaire, et ce, selon les capacités de l'Algérie, dont les avantages compétitifs n'attendent qu'à être exploités.

L'exigence de l'option numérique

L'option numérique est une exigence pour l'émergence d'un pays, voire un enjeu de souveraineté où il est impératif que l'Algérie doive garantir la mise en œuvre et le renforcement du triptyque « souveraineté énergé-

tique-alimentaire-numérique ». « Ce triptyque est extrêmement important pour un modèle de croissance durable et diversifié », avise-t-il. En somme, l'expert affirme que, l'Algérie doit bâtir une économie numérique estimée entre 5 et 10% du PIB national. Celui-ci estime que l'Algérie a les capacités, il faut juste encourager les acteurs pour développer et sécuriser notre système numérique, car celui-ci est un levier de croissance et de performance durable si l'on respecte le principe de l'obligation de performance et une démarche de résultats.

Pour l'Algérie, dans l'immédiat, les perspectives à moyen terme ne peuvent être favorables qu'avec des réformes ambitieuses pour éliminer les obstacles macroéconomiques et structurels et surmonter les défis qui contraignent la croissance et l'emploi. Les grandes agences de notations évaluent que, les projections macroéconomiques à fin 2029 font ressortir une croissance économique de 2,1%, un déficit de la balance des paiements de 3,8% du PIB du fait d'un recul des recettes d'exportations du pétrole, et une inflation en baisse mais restant toutefois élevée à 5% (par rapport à 1,9% en 2019).

Des observateurs quant à eux avancent que pour le futur, notre pays est à même de construire une économie émergente à l'horizon 2050 (soit un quart de siècle, ce qui est déjà un objectif ambitieux). Pour ce faire, il va falloir opérer une transition du modèle de croissance actuel qui est coûteux et financé par l'Etat à un modèle plus dynamique d'économie de marché émergente ouverte et dont le moteur est le secteur privé, tandis que l'Etat assume un rôle de catalyseur.

EL-MENIAÂ

Plus de 22.000 hectares réservés à la céréaliculture

Une superficie de plus de 22.000 hectares (ha) a été réservée à la céréaliculture au niveau de 230 exploitations agricoles de la wilaya d'El-Meniaâ, au titre de la saison agricole 2024/2025, a-t-on appris lundi de la direction locale des Services agricoles (DSA). La commission chargée des préparatifs de la campagne labours-semailles est à pied d'œuvre pour la prise des mesures nécessaires, dont la réception des demandes d'acquisition de semences et engrais, a indiqué le DSA, Youcef Mesbahi. La culture du blé dur et l'intensification des semences se taillent la part du lion de cette superficie, a-t-il précisé en signalant que la wilaya compte pour le développement de ce genre cultural plus de 700 pivots d'irrigation, dont 80 pivots entrent en exploitation cette saison et 57 pivots affectés aux céréaliculteurs dans le cadre du programme d'appui agricole. La wilaya d'El-Meniaâ s'est vue accorder, au titre du programme national de renforcement des sites d'emménagement, d'un projet de réalisation d'un centre de stockage d'une capacité d'un (1) million de quintaux (QX), en plus de onze (11) dépôts de proximité.

BECHAR

Distribution quotidienne de 1.000 colis alimentaires et des aides diverses aux sinistrés

Un quota de 1.000 colis alimentaires et des aides diverses sont distribués quotidiennement aux familles victimes des intempéries à travers la wilaya de Bechar, a-t-on appris lundi d'un responsable du centre de collecte et de stockage des aides du Croissant rouge algérien (CRA), Kamal Mansouri. Ces colis alimentaires et diverses aides conditionnés selon les normes du CRA, sont acheminés directement aux familles concernées, et ce grâce aux volontaires du CRA et d'autres structures publiques, au titre des mesures d'aides et de solidarité préconisées par le comité local de crise que préside le wali de Bechar, a-t-il précisé. En plus des colis alimentaires, sont acheminés des couvertures et autres équipements de literie à destination des familles dont les habitations ont été inondées, a-t-il ajouté. Ces opérations de solidarité ont pour but d'atténuer les séquelles induites par le bouleversement climatique enregistré à travers la wilaya, a souligné M. Mansouri.

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 89,8 MILLIARDS DE DA

Les Assurances affichent des performances solides

Par Mourad A.

Au premier semestre 2024, le secteur des assurances en Algérie a affiché une vigueur remarquable, enregistrant une augmentation de 7 % de son chiffre d'affaires, qui a atteint près de 90 milliards de dinars. Cette dynamique témoigne de la croissance continue et de l'adaptabilité du marché, malgré un environnement économique parfois incertain. Les assureurs algériens ont réussi à capter une demande en hausse, tant au niveau national qu'international, consolidant ainsi leur position, selon un communiqué de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) publié dimanche.

Cette expansion est soutenue par une diversification des produits, notamment l'assurance-crédit et le Takaful, qui, bien que moins détaillés dans les statistiques, jouent un rôle crucial dans cette évolution. Un autre élément-clé de cette performance est l'augmentation significative des acceptations internationales, avec une hausse de 51 %, atteignant

5,8 milliards de dinars. Cela témoigne de l'ouverture croissante des assureurs algériens aux marchés extérieurs, particulièrement dans les domaines des assurances dommages et de la réassurance. Le secteur des assurances dommages, qui reste prédominant en Algérie, a enregistré une croissance de 5 %, avec des primes totalisant 73,6 milliards de dinars. L'assurance automobile, pilier du marché, représente plus de la moitié des primes émises, soulignant son importance dans une société en pleine motorisation. Du côté des assurances de personnes, une croissance de 5 % a été observée, principalement grâce à l'assurance assistance voyage, dont les primes ont bondi de 29 %. Ce segment bénéficie sans doute d'une reprise des voyages internationaux, reflétant un regain d'intérêt pour ces produits. En revanche, la prévoyance collective, qui constitue plus de 40 % du marché, a enregistré un recul, suggérant une possible évolution des priorités des assurés. Concernant les indemnisations, une baisse de 5 % a été enregistrée, atteignant 33,3 milliards de dinars, principalement due à une ré-

duction dans les assurances dommages et les acceptations internationales. Toutefois, certains secteurs, comme l'assurance automobile et les risques agricoles, ont connu des hausses respectives de 3 % et 21 %, en raison de l'augmentation des sinistres dans ces domaines. Les sinistres en assurance de personnes ont progressé de 6 %, malgré une chute de 33 % dans l'assurance vie-décès, probablement grâce à une meilleure gestion des risques et une demande moins soutenue pour certains produits spécifiques. Malgré ces variations, le secteur des assurances algérien démontre une résilience certaine. Les ajustements dans les priorités des assurés, notamment pour des produits tels que l'assistance voyage, et la croissance soutenue des acceptations internationales illustrent la capacité du marché à s'adapter aux évolutions et à répondre aux nouveaux défis. La performance globale de ce premier semestre 2024 reflète non seulement l'importance du secteur des assurances dans l'économie nationale, mais également son potentiel à renforcer son rôle sur la scène internationale.

ALGER

Raccordement de 53 établissements éducatifs à l'électricité et au gaz

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution) de la région d'Alger, a annoncé, dimanche dans un communiqué, le raccordement de 53 établissements éducatifs à l'électricité et au gaz en prévision de la prochaine rentrée scolaire. La Société de distribution de la région d'Alger a indiqué que les opérations nécessaires, à travers ses six (6) directions, ont été lancées en prévision de la rentrée scolaire, via le raccordement à l'énergie des équipements qui entreront en service prochainement. Il s'agit de trente-sept (37) écoles primaires, de huit (8) établissements d'enseignement moyen (CEM), et de huit (8) lycées, précise le communiqué ajoutant que jusqu'à fin août dernier, huit (8) groupes scolaires ont été raccordés, le raccordement des groupes restants étant sur le point d'être finalisé". Dans le cadre des préparatifs en prévision de la nouvelle saison scolaire, il a été procédé à la maintenance de 612 groupes électrogènes, indique le communiqué ajoutant que le programme de maintenance se poursuivra tout au long de l'année.

OUM EL-BOUAGHI

Une enveloppe de 8 millions de DA pour l'équipement du théâtre de plein air

Une enveloppe de 8 millions de dinars a été mise en place pour l'équipement du théâtre de plein air en cours de réalisation à Oum El-Bouaghi, a indiqué, jeudi, le directeur de la culture et des arts, Abdennour Benkharbache. L'équipement du théâtre de plein air concerne l'éclairage et la sonorisation de la scène, en plus d'autres équipements destinés à la salle couverte et aux gradins, a précisé le même responsable. Le théâtre de plein air, dont les travaux sont achevés à 97 %, comprend des gradins pouvant accueillir 800 spectateurs, une salle couverte de 500 places et des équipements extérieurs, en l'occurrence un parking et des locaux commerciaux devant être mis à la disposition de la partie qui sera chargée de la gestion de cette structure culturelle, a-t-il ajouté.

OUARGLA/SONELGAZ

Recul des coupures d'électricité cet été

Les coupures d'électricité ont connu cet été un recul de 15% dans la wilaya d'Ouargla, par comparaison à la saison estivale de l'année 2023, a relevé la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), lit-on dans un communiqué de l'entreprise. Cette baisse est imputée, en dépit des grandes chaleurs ayant sévi depuis juin dernier dans la région, aux importants investissements réalisés par la Sonelgaz au titre de la saison 2023/2024, pour améliorer le réseau de distribution, poursuit le document. Il s'agit, entre-autres investissements, de la mise en service de 21 transformateurs dans différentes communes de la wilaya, la réalisation d'un réseau de 69 km de lignes de basse et moyenne tensions, des opérations périodiques d'entretien et de contrôle des divers centres de transformation en vue d'assurer une alimentation en énergie électrique et éviter les délestages dus aux conditions climatiques, est-il précisé. Le programme de la Sonelgaz a prévu la mobilisation permanente en H24 des équipes d'intervention pour réparer à temps les éventuelles pannes et assurer la continuité du service public.

BOUMERDES

Mise en service d'un système d'alimentation en eau potable pour 2.000 âmes

Un système d'alimentation en eau potable a été mis en service dernièrement au profit d'une population globale de 2.000 âmes dans les villages et zones reculées du nord de la commune de Thénia (Est de Boumerdes), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des ressources en eau.

Ce système est notamment destiné à alimenter en eau potable les villages d'Ouled Ali, Tala Maâli, Boukhenfer et Sidi Feredj, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Abdelkader Ziouche. Il a ajouté que ce système d'alimentation vise l'amélioration des conditions de vie dans ces zones reculées en mettant un terme aux coupures d'eau et en réduisant les fuites, tout en encourageant les citoyens à revenir dans ces régions et à relancer les activités agricoles et artisanales les caractérisant. "Ce nouvel acquis de développement a porté sur la réalisation d'une station de pompage d'eau potable et d'un réseau de

conduites de 13.900 m de long", a expliqué l'ingénieur de la direction des ressources en eau, chargé de ce projet, Cherouf Kamel. A cela s'ajoute la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 300 m3 équipé de trois départs vers les villages d'Ouled Ali, Sidi Feredj et Tala Maâli, puis vers les foyers concernés. M. Ziouche, a noté que la wilaya de Boumerdes a bénéficié, ces dernières années, de plusieurs autres projets vitaux actuellement en réalisation, dont un relatif à l'alimentation en eau potable des villages et des agglomérations des communes de Keddara, Larbaâatche et Thenia. Un projet portant sur le raccordement des

villages d'Ouled Brahim, Ben Ouadhah et Boubrarat dans la commune de Hammadi, au réseau d'eau potable, et un autre visant l'alimentation en eau potable des villages du Sud de la commune de Cap Djinet, ont été également inscrits au profit de la wilaya et sont en cours de réalisation, selon la même source.

L'alimentation en eau potable (AEP) à Boumerdes est essentiellement assurée par le transfert d'eau à partir du barrage "Taksebt" dans la wilaya de Tizi-Ouzou et les barrages de Kaddara, El-Hamiz et Beni Amrane, ainsi que l'eau de mer dessalée, rappelle-t-on.

NÂAMA

Distribution de plus de 800 colis alimentaires et des aides diverses aux victimes des inondations à Aïn Sefra

Plus de 800 colis alimentaires et des aides diverses réservés par le Croissant rouge algérien (CRA) aux victimes des intempéries, ont été distribués, dimanche, aux familles ayant été affectées, dernièrement, par cet aléa climatique à Aïn Sefra (Nâama), a annoncé le wali, Lounes Bouzegza, lors de sa supervision de cette opération. Le premier responsable de l'Exécutif

de cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest a précisé à l'APS que Nâama a reçu, durant les deux derniers jours, plusieurs caravanes de solidarité, dans le cadre des actions de soutien aux populations de la région ayant été impactées par les intempéries qui ont touché plusieurs quartiers de la ville de Aïn Sefra, citant, notamment, les caravanes initiées par les CRA des wilayas de Constan-

tine, Relizane, Adrar et Djelfa. M. Bouzegza a fait savoir que ces aides, qui sont acheminées vers le Centre de collecte et de stockage de la daïra de Aïn Sefra sont composées de lots comprenant divers produits alimentaires, des couvertures, de la literie et autres produits nécessaires à la vie quotidienne et aux soins. Ces actions, qui s'inscrivent dans le cadre de l'élan de solidarité spontanée, ma-

nifesté dès l'annonce des premiers dégâts, par plusieurs régions du pays avec la wilaya de Nâama, à la suite des dernières intempéries qui l'on affectée, visent à aider les victimes de ces intempéries et à atténuer les effets induits par ce bouleversement climatique, soit par des aides en nature, de soutien psychologique, ou par l'envoi d'équipes d'intervention ou de secours, souligne-t-on.

DJELFA

Campagne de nettoyage pour réduire le risque des inondations

Une campagne de nettoyage visant à prévenir et à réduire le risque des inondations a été lancée samedi à Djelfa, avec la participation de nombre d'organismes et d'établissements publics. Le wali de Djelfa, Ammar Ali Bensaâd, a donné le coup d'envoi de cette campagne marquée par la participation, notamment, de l'Office national d'assainissement, des centres d'enfouissement technique des déchets (CET), des directions des travaux publics et

du logement et des services techniques des communes. Le chef de l'exécutif local a insisté sur la nécessité d'accorder la plus grande importance à la réussite de cette campagne et le rôle de tout un chacun dans la prévention du risque des inondations. La campagne de nettoyage a été lancée à partir de l'Oued Mellah, traversant le centre-ville de Djelfa, où il a été procédé à la levée des différents déchets et amas de terre obs-

truant ce cours d'eau, parallèlement au curage des avaloirs et des systèmes d'évacuation des eaux pluviales au niveau de différentes artères, boulevards et cités d'habitations. Cette initiative se poursuivra jusqu'à la mise en œuvre totale du programme de nettoyage fixé pour éviter le risque d'inondations qui pourraient être causées par des pluies diluviennes soudaines.

RELIZANE

Lancement d'une caravane de solidarité vers la wilaya de Bechar suite aux inondations

Une caravane de solidarité chargée de différentes aides a été lancée, samedi de Relizane, en direction de la wilaya de Bechar, suite aux inondations causées par les fortes précipitations enregistrées samedi et dimanche derniers. Le wali de Relizane Sami Medjoubi a souligné, en marge de sa supervision de l'opération lancée du complexe sportif "Zougari Tahar" de la ville de Relizane, que "cette caravane, première du genre de la wilaya, comporte trois camions de gros tonnage chargés de quantités

d'aides, dont des produits alimentaires, médicaux, des couvertures et autres". Le même responsable a précisé que "cette aide, qui a été collectée et chargée sous la supervision des services de la wilaya, en coordination avec les services de l'administration locale, de l'industrie, du commerce, des travaux publics, de la Chambre de Commerce et d'Industrie MINA, de l'action sociale et du Croissant rouge algérien à Relizane, témoignent de la solidarité des habitants de la wilaya de Relizane avec leurs frères des wilayas de Bechar et de Nâama.

M. Medjoubi a souligné que "cette initiative de solidarité s'inscrit dans le cadre du soutien aux efforts de solidarité et de cohésion sociale au profit de nos frères touchés par les aléas climatiques enregistrés, récemment, par les wilayas de Bechar et Nâama, qui reflètent les valeurs de solidarité et la cohésion entre les Algériens", ajoutant que l'opération se poursuit, sachant qu'une caravane de solidarité similaire se dirigera, dans les prochains jours, vers les wilayas de Bechar et Nâama

La réalité de la crise économique en Chine

2^e partie

L'économie chinoise est bloquée. Après la décision de Pékin, fin 2022, de mettre brutalement fin à sa politique draconienne de «zéro COVID», de nombreux observateurs pensaient que le moteur de la croissance chinoise allait rapidement redémarrer. Après les années de confinement pour cause de pandémie, lesquelles ont pratiquement paralysé certains secteurs économiques, la réouverture du pays était censée déclencher un retour en force.

Par Zongyuan Zoe Liu (*)

La surcapacité chronique de la Chine a des répercussions considérables sur l'économie mondiale. Dans le cas des véhicules électriques, par exemple, les constructeurs automobiles européens sont déjà confrontés à la concurrence acharnée des importations chinoises bon marché. Les usines de ce secteur et d'autres secteurs technologiques émergents en Occident risquent de fermer ou, pire, de ne jamais être construites. En outre, les industries manufacturières à forte valeur ajoutée ont des incidences économiques qui vont bien au-delà de leurs propres activités ; elles génèrent des emplois dans le secteur des services et sont essentielles au maintien des viviers de talents locaux nécessaires pour stimuler l'innovation et les percées technologiques. Sur le marché intérieur chinois, les problèmes de surcapacité ont provoqué une guerre des prix sans merci dans certaines industries, ce qui pèse sur les bénéfices et engloutit les capitaux. Selon les statistiques gouvernementales, 27 % des usines automobiles chinoises étaient déficitaires en mai ; à un moment donné l'année dernière, ce chiffre atteignait 32 %. La surproduction généralisée dans le domaine économique a également fait baisser les prix dans leur ensemble, entraînant une inflation quasi-nulle et un taux de service de la dette pour le secteur privé non financier – le rapport entre le total des paiements de la dette et le revenu disponible – qui a atteint un niveau record. Ces deux évolutions ont érodé la confiance des consommateurs, entraînant de nouvelles baisses de la consommation intérieure et augmentant le risque de voir la Chine tomber dans un piège déflationniste. Lorsque les planificateurs économiques de Pékin parlent de consommation, ils tendent à le faire dans le cadre des objectifs industriels. Dans son bref aperçu de cette question, le plan quinquennal actuel indique que la consommation devrait spécifiquement être orientée vers les biens conformes aux priorités industrielles de Pékin : automobiles, électronique, produits numériques et appareils électroménagers intelligents. Parallèlement, bien que le secteur dynamique du commerce électronique en Chine puisse laisser croire à une pléthore de choix pour les consommateurs, en réalité, les grandes plateformes telles qu'Alibaba, Pinduoduo et Shein se livrent à une concurrence féroce pour vendre les mêmes produits de base. En d'autres termes, l'illusion de la diversité des choix de consommation masque un marché intérieur largement déterminé par les priorités industrielles de l'État plutôt que par les préférences in-

dividuelles. Ce constat se traduit également par des initiatives politiques visant à stimuler les dépenses de consommation. Prenons par exemple l'effort récent du gouvernement pour promouvoir le remplacement des biens. Selon un plan d'action datant de mars 2024, le Ministère du Commerce, en collaboration avec d'autres agences gouvernementales chinoises, a offert des subventions aux consommateurs qui échangent leurs vieilles automobiles, leurs appareils électroménagers et leurs équipements contre de nouveaux modèles. Sur le papier, ce plan ressemble vaguement au programme de « prime à la casse » que Washington a mis en place pendant la récession de 2008 pour aider l'industrie automobile américaine. Mais il manque de détails précis et dépend des autorités locales pour sa mise en œuvre, ce qui le rend largement inefficace ; il a en particulier échoué pour ce qui est de faire grimper les prix des biens de consommation courants. Bien que le gouvernement puisse influencer la dynamique de l'offre et de la demande sur les marchés de consommation chinois, il ne peut pas contraindre les gens à consommer ni les punir en cas contraire. Lorsque la croissance des revenus ralentit, les gens serrent naturellement les cordons de leur bourse, retardent les achats importants et essaient de faire durer plus longtemps leurs équipements plus anciens. Le paradoxe veut que le poids exercé par la surcapacité sur l'ensemble de l'économie explique que les efforts déployés par le gouvernement pour orienter la consommation rendent les gens encore moins enclins à dépenser.

Agents de recouvrement

Au cœur du problème de surcapacité de Pékin se trouve le fardeau imposé aux autorités locales pour développer la plateforme industrielle de la Chine. La planification industrielle imposée d'en haut est conçue pour récompenser les villes et les régions capables de générer la plus forte croissance du PIB, en incitant les responsables locaux à allouer des capitaux et des subventions à des secteurs prioritaires. Comme l'a observé l'universitaire Mary Gallagher, Pékin a attisé les flammes en utilisant des campagnes sociales telles que la « prospérité commune » – un concept proposé pour la première fois par le dirigeant chinois Mao Zedong en 1953 et repris par Xi lors d'une réunion du parti en 2021 – pour stimuler le développement industriel local. Ces directives et campagnes de planification exercent une pression énorme sur les responsables locaux du parti désireux d'obtenir des résultats rapides, qu'ils peuvent considérer comme cruciaux pour leur promotion au sein du parti. Dès lors, ils sont fortement incités à investir dans les secteurs prioritaires avec un fort effet de levier, sans se soucier de la rentabilité de ces investissements. Ce phénomène a alimenté des pratiques de financement risquées de la part des

gouvernements locaux partout en Chine. Afin d'encourager l'initiative locale, bien souvent, Pékin ne propose pas de financement : au lieu de cela, il donne aux fonctionnaires locaux une grande latitude pour mettre en place des instruments d'investissement non comptabilisés avec l'aide des banques régionales pour financer les projets dans les secteurs prioritaires, le gouvernement national se contentant de spécifier les options de financement local qui sont interdits. Environ 30 % des dépenses d'infrastructure de la Chine proviennent de ces mécanismes d'investissement ; à défaut, les responsables locaux sont tout simplement dans l'impossibilité de réaliser les projets qui leur vaudront les éloges du parti. Cette approche a inmanquablement conduit non seulement à une énorme surcapacité industrielle, mais aussi à un gigantesque niveau d'endettement des gouvernements locaux. Selon une enquête du Wall Street Journal datant de juillet, le montant total des dettes non comptabilisées détenues par les gouvernements locaux en Chine atteint aujourd'hui entre 7 000 et 11 000 milliards de dollars, dont 800 milliards risquent de ne pas être remboursés. Bien que l'ampleur de la dette soit plus importante aujourd'hui, le problème n'est pas nouveau. Depuis la réforme fiscale chinoise de 1994, qui a permis aux collectivités locales de conserver une partie des recettes fiscales qu'elles percevaient mais a réduit les transferts fiscaux qu'elles percevaient de Pékin, les collectivités locales sont soumises à une pression financière chronique. Elles se sont efforcées, avec des ressources limitées, de remplir leur double mission de promotion de la croissance du PIB local et de prestations de services publics. En centralisant le pouvoir financier au niveau national et en transférant les dépenses d'infrastructure et de services sociaux aux régions et aux municipalités, les politiques de Pékin ont conduit les gouvernements locaux à s'endetter. De plus, en mettant l'accent sur une croissance rapide, Pékin a poussé les responsables locaux à favoriser des projets d'investissement à exécution rapide dans des secteurs prioritaires au niveau national. En outre, à titre d'incitation supplémentaire, Pékin offre parfois un soutien fiscal modeste pour les projets dans les secteurs prioritaires et aide les gouvernements locaux à obtenir des financements. En fin de compte, ce sont les autorités locales qui assument le risque financier et le succès ou l'échec du projet repose sur les épaules du responsable local du parti, ce qui entraîne des distorsions dans les résultats. Le fait que la Chine s'en remette aux autorités locales pour la mise en œuvre de sa politique industrielle pose un problème plus important : les villes et les régions du pays se font concurrence dans les mêmes secteurs au lieu de se compléter ou de jouer sur leurs propres atouts. Ainsi, depuis plus de vingt ans, les provinces chinoises – du Xinjiang à l'ouest

jusqu'à Shanghai à l'est, du Heilongjiang au nord jusqu'à Hainan au sud – ont créé, sous l'impulsion des responsables provinciaux et locaux qui s'efforcent de surpasser leurs homologues, et sans grande coordination entre elles, des usines dans les mêmes branches prioritaires désignées par le gouvernement. Cette concurrence intérieure a inévitablement entraîné une surcapacité et des niveaux élevés d'endettement, même dans les secteurs où la Chine a acquis une position dominante sur le marché mondial. Chaque année, les usines chinoises produisent deux fois plus de panneaux solaires que le monde ne peut en utiliser. Prenons l'exemple des panneaux solaires. En 2010, le Conseil d'État chinois a annoncé que les industries stratégiques émergentes, parmi lesquelles celles de production d'énergie solaire, devraient représenter 15 % du PIB national d'ici à 2020. En l'espace de deux ans, 31 des 34 provinces chinoises ont fait de l'industrie solaire photovoltaïque une priorité, la moitié des villes chinoises ont investi dans l'industrie solaire photovoltaïque et plus de 100 villes chinoises ont construit des parcs industriels solaires photovoltaïques. La production photovoltaïque chinoise a quasiment immédiatement dépassé la demande intérieure, l'offre excédentaire étant exportée vers l'Europe et d'autres régions du monde qui subventionnent l'achat de panneaux solaires. Dès 2013, les États-Unis et l'Union européenne ont imposé des mesures antidumping à l'encontre des fabricants chinois de panneaux photovoltaïques. À l'horizon 2022, la capacité solaire installée de la Chine était supérieure à celle de n'importe quel autre pays, en raison de son développement offensif en matière d'énergies renouvelables. Or, le réseau électrique chinois n'est pas en mesure à lui seul de faire face à l'augmentation de la capacité solaire. Le marché national étant complètement saturé, les fabricants de produits photovoltaïques ont recommencé à écouler la plus grande partie possible de leurs produits sur les marchés étrangers. En août 2023, le ministère américain du commerce a découvert que les producteurs chinois de panneaux photovoltaïques expédiaient leurs produits au Cambodge, en Malaisie, en Thaïlande et au Viêt Nam pour y suivre des traitements mineurs et ainsi éviter de payer les droits de douane antidumping américains. La capacité de production photovoltaïque de la Chine, qui représente déjà le double de la demande mondiale, devrait encore augmenter de 50 % en 2025. Cette offre excédentaire extrême a fait plonger le taux d'utilisation des produits finis du secteur de l'énergie solaire en Chine à 23 % seulement au début de 2024. Ces usines continuent toutefois à fonctionner parce qu'elles se trouvent dans l'obligation de mobiliser des liquidités pour assurer le service de leur dette et couvrir leurs coûts fixes. (A suivre)

MAURITANIE

Signature d'un protocole avec la chine relatif à la mise en œuvre de l'Initiative mondiale de Développement

Sid Ahmed OuldBouh, a signé un protocole d'accord avec le vice-président de l'Agence chinoise de Coopération internationale au Développement (ACDI), M. Yang Weiqun, afin de promouvoir la mise en œuvre de l'Initiative de développement global de la République populaire de Chine (RPC). Proposée par le président chinois Xi Jinping lors de la 76e Assemblée générale des Nations unies, l'« Initiative pour le Développement mondial » vise à promouvoir le bien-être général des populations et à orienter le développement mondial vers une nouvelle phase de croissance équilibrée, coordonnée et inclusive, revitalisant ainsi l'économie et poursuivant un développement mondial plus fort, plus vert et plus équilibré. L'initiative est une « feuille de route » visant à réduire le fossé entre les différents pays. Elle a depuis été approuvée par les Nations unies, plus de 100 pays et plus de 20 organisations internationales, et a été incluse dans plusieurs conférences et forums à l'échelle mondiale.

SOUDAN

Près de 6 000 personnes déplacées en une semaine à cause des inondations

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé, dimanche, que les inondations ont poussé près de 6 000 Soudanais à se déplacer en une semaine, portant le nombre total de personnes déplacées dans le pays par les torrents et les pluies à plus de 178 000 depuis juin dernier. L'organisation internationale a rapporté, dans un communiqué, que "119 incidents de fortes pluies, pluies torrentielles et inondations ont été signalés entre le 1er juin et le 13 septembre". L'agence onusienne a expliqué que ces pluies "ont provoqué le déplacement de 178 460 personnes provenant de localités situées dans 15 Etats du Soudan". Elle a indiqué que "les inondations du 5 au 13 septembre ont entraîné le déplacement de quelque 5 940 personnes et la destruction complète et partielle d'environ 1 349 bâtiments". "Les estimations indiquent que 44% des personnes déplacées en raison des inondations et des pluies avaient déjà été déplacées en raison du conflit avant le début des inondations", a-t-on ajouté. Mercredi dernier, les autorités soudanaises ont annoncé que le bilan des inondations et des pluies s'élevait à 212 morts. Les catastrophes naturelles touchant le Soudan cette année coïncident avec les souffrances persistantes dans ce pays en raison de la guerre entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) qui se poursuit depuis avril 2023, faisant environ 18 800 morts et plus de 10 millions de personnes déplacées et réfugiées.

ÉGYPTE

AMEA Power va développer un nouveau projet solaire PV

Cette annonce intervient alors que le secteur des énergies renouvelable égyptien est sur une bonne dynamique. Une entreprise norvégienne a récemment annoncé un accord pour une centrale solaire de 1 GW.

La société AMEA Power a annoncé le 13 septembre la signature des accords d'achat d'électricité pour développer le « plus grand projet solaire photovoltaïque d'Afrique et le premier système de stockage d'énergie par batterie (BESS) d'utilité publique en Égypte. » Après le développement réussi du projet solaire photovoltaïque d'Abydos de 500 MW, la société émiratie s'est en effet vu confier deux nouveaux projets dans le domaine des énergies renouvelables en Égypte.

Le premier projet concerne la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 1000 MW avec un système de stockage sur batteries (BESS) de 600 MWh dans la région de Benban, dans le gouvernorat d'Assouan.

Le second projet est pour le développement d'un BESS de 300 MWh, est une extension de la centrale solaire photovoltaïque d'Abydos.

« En tant que promoteur du plus grand projet solaire photovoltaïque d'Afrique et premier promoteur à mettre en place un système BESS en Égypte, nos projets éta-



blissent non seulement une nouvelle référence dans le secteur des énergies renouvelables en Égypte et sur le continent, mais démontrent également notre leadership et notre esprit d'innovation en repoussant les limites du possible », a commenté Hussein Al Nowais, président d'AMEA Power. Ces nouveaux engagements vont nécessiter

un investissement combiné de 800 millions \$ de la part d'Amea Power. Sur le plan économique et social, les projets devraient créer environ 2 500 emplois pendant la construction et fournir une énergie propre et renouvelable à plus de 769 800 foyers, compensant ainsi plus de 2 347 000 tonnes d'émissions de carbone par an.

ARABIE SAOUDITE

La production industrielle en hausse de 1,6% en juillet 2024

L'indice de production industrielle de l'Arabie Saoudite en hausse de 1,6% en juillet 2024 – L'Arabie Saoudite poursuit sa transformation économique en s'appuyant notamment sur les secteurs non pétroliers. Selon les derniers chiffres de la GASTAT, l'indice de production industrielle a enregistré une hausse de 1,6 % en juillet 2024 par rapport à juillet 2023, tirée notamment par les secteurs de l'énergie, de la manufacture, et des services. Alors que le secteur pétrolier a légèrement reculé, les activités non pétro-

lières ont connu une croissance de 8,2 %, soulignant ainsi la dynamique de cette diversification économique dans le cadre de la Vision 2030 du Royaume. Le PIB de l'Arabie Saoudite baisse de 0,3 % au T2 2024, les activités non-pétrolières connaissent une croissance de 4,9 % – L'économie saoudienne a montré des signes de ralentissement au T2 2024. Selon les dernières données officielles de la GASTAT, le PIB a diminué de 0,3 % par rapport à la même période de l'année précé-

dente. Cette contraction est principalement due au recul de 8,9 % des activités pétrolières. Toutefois, le secteur non pétrolier a enregistré une croissance importante de 4,9 %, tirée notamment par les services financiers, l'assurance, les services aux entreprises, le commerce de gros et de détail, ainsi que l'hôtellerie et la restauration. Les dépenses publiques ont également contribué à stimuler l'activité économique, affichant hausse de 10,9 % sur un an. Par ailleurs, la formation brute de capital fixe a

augmenté de 3,2 % sur un an, témoignant d'un dynamisme de l'investissement. Les exportations, fortement corrélées aux prix du pétrole, ont également diminué de 5,8 % sur un an. Malgré ce léger ralentissement, l'Arabie Saoudite poursuit sa transition vers une économie moins dépendante du pétrole. Les réformes entreprises dans le cadre de la Vision 2030 commencent à porter leurs fruits, mais des défis persistent, notamment la volatilité des prix du pétrole et le contexte économique mondial.

TUNISIE

Le déficit commercial réduit de 2,2% sur les 8 premiers mois de 2024

La hausse des exportations du plus petit pays du Maghreb s'explique notamment par les bonnes performances des industries agro-alimentaires et de l'énergie. Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie s'est réduit de 2,2% durant les 8 premiers mois de 2024 pour s'établir à 11,92 milliards de dinars (3,93 milliards USD), contre 12,19 milliards de dinars sur la même période en 2023. C'est ce que révèlent les données publiées le vendredi 13 septembre par l'Institut national de la statistique (INS). Entre le 1er janvier et le 31 août de l'année en cours, les exportations ont at-

teint 41,51 milliards de dinars (13,67 milliards USD) contre 40,63 milliards durant la même période l'année écoulée, enregistrant ainsi une augmentation de 2,1%. (Les importations se sont quant à elles établies à 53,43 milliards de dinars (17,6 milliards USD), contre 52,83 milliards précédemment, soit +1,1%. Le taux de couverture des importations par les exportations a ainsi connu un gain de 0,8 point de pourcentage par rapport à janvier-août 2023, pour se situer à 77,7%. La hausse des exportations s'explique notamment par les performances des industries agro-alimen-

taires (+33%) et du secteur de l'énergie (+20,7%), alors que la progression des importations est essentiellement tirée par les produits énergétiques (+16,6%) et les biens d'équipement (+2,5%). Les plus importants déficits ont été enregistrés avec la Chine (-5,58 milliards de dinars), la Russie (-4,03 milliards), l'Algérie (-2,52 milliards) et la Turquie (-1,72 milliard). Le solde de la balance commerciale a cependant enregistré un excédent avec d'autres partenaires commerciaux de la Tunisie, dont la France (+3,51 milliards de dinars), l'Allemagne (+1,47 milliard), la Libye (+1,42 milliard) et l'Italie (+1,38 milliard).

SELON LE FMI

Une croissance de 6,6% au deuxième trimestre 2024 au Bénin

En 2023, l'économie béninoise a enregistré une croissance de 6,4%, grâce notamment aux secteurs de l'agriculture et de la construction. Selon le FMI, les performances macroéconomiques du Bénin restent solides, malgré un environnement extérieur difficile.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique du Bénin « devrait avoir progressé en glissement annuel de 6,6% au deuxième trimestre 2024 contre 6,3% au premier trimestre ». C'est ce qu'a indiqué l'institution dans un communiqué publié le 11 septembre, suite à une visite d'une de ses équipes au Bénin pour, entre autres, « évaluer les développements économiques récents, discuter des contours et des orientations de politique publique dans le cadre du budget 2025 ».

« Les performances macroéconomiques du Bénin restent solides, malgré un environnement extérieur difficile, marqué notamment par la forte dépréciation du naira », a commenté Constant Lonkeng, qui dirigeait l'équipe du FMI. Et d'ajouter : « cette dynamique (de croissance économique) devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres ».

Il a par ailleurs indiqué que « bien que

l'inflation globale aient été limitée à 3 pour cent en août (en glissement annuel), les prix des denrées alimentaires ont enregistré une augmentation de 6,6 pour cent, dus en partie à une hausse des exportations vers les pays voisins dans un contexte de situation sécuritaire régionale difficile ». Cette sortie intervient dans un contexte de relations commerciales difficiles du Bénin avec ses voisins. Il faut néanmoins noter qu'en juillet dernier, le Bénin et le Nigeria ont pris plusieurs mesures, notamment la levée des barrières et autres obstacles au commerce licite entre les deux pays voisins, le renforcement de la lutte contre la criminalité transfrontalière, ainsi que la promotion de bonnes relations avec les populations des zones frontalières.

En outre, les discussions sont toujours en cours entre le Bénin et le Niger pour rétablir la coopération bilatérale, si l'on en croit un communiqué publié cette se-

maine par les deux parties dont les ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés en Chine en marge du FOCAC. « La partie nigérienne fait part de ses préoccupations sécuritaires qui bloquent la réouverture de la frontière. Dans la droite ligne des échanges antérieurs, la partie béninoise a rassuré la partie nigérienne et réitéré la disponibilité de ses autorités compétentes à œuvrer au rétablissement rapide et au renforcement de la confiance », peut-on lire dans le communiqué.

Pour rappel, selon des prévisions de la Banque mondiale datant du 13 mai 2024, l'économie béninoise devrait enregistrer une croissance de 6,2% en moyenne par an entre 2024 et 2026, grâce notamment à la hausse des investissements et l'expansion de Glo-DjigbéIndustrial Zone (GDIZ). Cette zone industrielle est dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, les noix de karité.

AFRIQUE DU SUD Nouvel investissement de la BEI dans le renouvelable

Il s'agit du deuxième important engagement financier pris par la BEI en association avec des institutions sud-africaines de financements privés sud-africains. En Afrique du Sud, plusieurs projets d'énergies renouvelables mis en œuvre par des producteurs d'électricité indépendants vont recevoir un appui de 400 millions d'euros (443,5 millions \$). Cela fait suite à l'annonce faite ce vendredi 13 septembre concernant une initiative conjointe entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et la FirstRand Bank Ltd.

Un prêt de 200 millions d'euros (221,75 millions \$) de la BEI sera assorti d'un financement du même montant de FirstRand Bank afin d'accroître l'offre d'une énergie fiable, abordable, propre et durable dans le pays, lui permettant de réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

« En tant que banque européenne du climat, la BEI est déterminée à travailler avec ses partenaires pour soutenir la transition écologique. Les entreprises sont conscientes des possibilités d'activité qu'offre le passage aux technologies énergétiques propres ; les financements de la BEI sont là pour répondre à leurs besoins d'investissement à cet égard », a déclaré Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI.

Cette initiative de financement s'inscrit dans le cadre de Global Gateway, la stratégie d'investissement extérieure de l'UE ciblant les infrastructures propres et durables, et complète le Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) qui vise à soutenir les efforts de décarbonation de l'Afrique du Sud.

GHANA

La production de maïs est attendue en baisse de 36 % en 2024/2025

Au Ghana, le maïs est la principale céréale cultivée et consommée par la population. Avec la sécheresse qui sévit dans le pays, la récolte est attendue en baisse au terme de la campagne de 2024/2025.

Au Ghana, la production de maïs est attendue à 2,3 millions de tonnes pour le compte de la campagne 2024/2025, selon les dernières projections formulées par le Département américain de

l'agriculture (Usda) le 12 septembre.

Le stock annoncé afficherait une baisse de 36 % par rapport à la récolte de 3,4 millions de tonnes réalisée au cours de la campagne précédente et de 28 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Globalement, ces prévisions sont attribuées à l'impact de la sécheresse qui a sévi dans le pays entre juillet et août, alors que les se-

mis de la principale saison de culture sont effectués entre mai et juin. L'Usda estime d'ailleurs que la superficie totale de maïs à récolter sera réduite de 15 % par rapport à la campagne précédente à 1,1 million d'hectares.

Communiquant sur le sujet le 26 août dernier, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, a révélé que le phénomène climatique a principalement touché 8 régions du nord qui fournissent

62 % de l'approvisionnement national en céréales.

Cette situation a amené le gouvernement à interdire depuis l'exportation de maïs en vue de garantir la disponibilité de la céréale sur le marché intérieur. Au Ghana, la consommation de maïs est évaluée à 3,5 millions de tonnes en 2024/2025, dont plus de 80 % soit 2,8 millions de tonnes sont destinés à l'alimentation humaine, d'après l'Usda.

La production de maïs est attendue en baisse de 36 % en 2024/2025 au Ghana

Au Ghana, le maïs est la principale céréale cultivée et consommée par la population. Avec la sécheresse qui sévit dans le pays, la récolte est attendue en baisse au terme de la campagne de 2024/2025.

Au Ghana, la production de maïs est attendue à 2,3 millions de tonnes pour le compte de la

campagne 2024/2025, selon les dernières projections formulées par le Département américain de l'agriculture (Usda) le 12 septembre.

Le stock annoncé afficherait une baisse de 36 % par rapport à la récolte de 3,4 millions de tonnes réalisée au cours de la campagne précédente et de 28 % par rapport à la moyenne

quinquennale. Globalement, ces prévisions sont attribuées à l'impact de la sécheresse qui a sévi dans le pays entre juillet et août, alors que les semis de la principale saison de culture sont effectués entre mai et juin. L'Usda estime d'ailleurs que la superficie totale de maïs à récolter sera réduite de 15 % par rapport à la

campagne précédente à 1,1 million d'hectares. Communiquant sur le sujet le 26 août dernier, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, a révélé que le phénomène climatique a principalement touché 8 régions du nord qui fournissent 62 % de l'approvisionnement national en céréales.

Cette situation a amené le gou-

vernement à interdire depuis l'exportation de maïs en vue de garantir la disponibilité de la céréale sur le marché intérieur. Au Ghana, la consommation de maïs est évaluée à 3,5 millions de tonnes en 2024/2025, dont plus de 80 % soit 2,8 millions de tonnes sont destinés à l'alimentation humaine, d'après l'Usda.

GABON

Un plan d'appui budgétaire de 150 millions d'euros pour la SEEG

Le financement de 100 milliards FCFA est prévu pour revigorer la Société d'énergie et d'eau du Gabon en réglant plusieurs problèmes de fonctionnement internes qui plombent ses performances. L'État vise toujours à offrir aux populations un meilleur accès à l'eau et à l'électricité. Le chef d'État gabonais, Brice Oligui Nguema, a décidé de recourir au secteur bancaire

pour financer la Société d'énergie et d'eau du Gabon, confrontée à des difficultés d'ordres divers. « Pour vous accompagner et sauver la maison, cela fait 3 jours que j'échange avec les banquiers. Ils me proposent un plan d'appui budgétaire pour la SEEG. Une enveloppe de 150 millions d'euros, soit 100 milliards FCFA, sera disponible dans un mois et demi » a-t-il ainsi an-

noncé le 12 septembre, aux principaux acteurs du secteur énergétique national, notamment la SEEG. Avec cette enveloppe, l'administrateur provisoire du concessionnaire de l'eau et de l'électricité au Gabon, en poste depuis début septembre, devra tenter de redresser cette structure et de lui éviter la faillite. Il devra notamment améliorer la gestion des infrastructures du réseau, dont

la défaillance cause fréquemment des coupures du service, et lutter contre la fraude et les détournements qui engendrent des pertes substantielles. « Chaque employé de la SEEG doit se mobiliser pour une gestion plus transparente et plus efficace afin de garantir aux populations un meilleur service » a exhorté le chef de l'Etat, selon des propos relayés par Le Nouveau Gabon.

CAC40

Proche de l'équilibre avant la décision de la Fed

La Bourse de Paris débute la séance sur une note prudente lundi matin, les investisseurs étant dans l'attente des mesures de soutien à l'économie qu'annoncera la Fed à l'occasion de son comité de politique monétaire prévu cette semaine. L'indice CAC 40 est proche de l'équilbre vers 7470 points.

La Réserve fédérale américaine annoncera très probablement mercredi soir une baisse de ses taux, mais les investisseurs attendent de savoir dans quelle ampleur et craignent d'être déçus, tant la banque centrale a alimenté les anticipations ces dernières semaines. Au vu du ralentissement de l'emploi, son président Jerome Powell avait affirmé à la fin du mois d'août que le temps était venu pour amorcer un cycle d'assouplissement monétaire. Mais le suspense reste entier quant au levier que la banque centrale choisira d'actionner, la grande question étant de savoir si elle optera pour une baisse limitée de 25 points de base ou une réduction plus importante de 50 points. L'outil FedWatch du CME Group montre que les investisseurs misent désormais à 59% sur une baisse de taux de 25 points de base mercredi, tandis que ceux qui tablent sur une réduction de 50 points ne sont plus que 41%. Bon nombre d'intervenants estiment que la Fed a trop tardé pour agir au regard de la dégradation d'un certain nombre d'indicateurs, ce qui justifie qu'elle commence à frapper fort cette semaine. Pourtant, de nombreux analystes disent continuer à anticiper une baisse de seulement 25 points au vu des fondamentaux solides de

l'économie américaine, ce qui pourrait amener la Fed à décevoir. 'Les responsables semblent toujours confiants quant à un atterrissage en douceur de l'économie', soulignent les gérants de la banque privée suisse J. Safra Sarasin. 'Cela suggère que la Fed réduira les taux de 25 points de base, tout en signalant son intention de poursuivre avec une série de baisses consécutives de même ampleur', ajoute la firme helvétique. 'La situation actuelle ne justifie pas un pas de 50 points de base', abonde Christophe Morel, le chef économiste de Groupama Asset Management. 'La Fed devrait donc baisser ses taux de 25 points de base lors des trois prochains FOMC, puis marquer selon nous une pause de plusieurs mois pour observer les impacts sur l'économie réelle', prophétise-t-il. Les anticipations étant élevées, le risque de déception est tout aussi grand. Soutenus par la perspective d'une action prononcée de la Fed, les marchés d'actions américains se sont adjugé entre 3% et 6% la semaine passée. Avec un gain hebdomadaire de 4,1%, l'indice S&P 500 a même signé sa meilleure semaine de l'année jusqu'ici. La Bourse de Paris a profité elle aussi de cet élan haussier, avec un gain de l'ordre de 1,5%

sur la semaine écoulée. Il est vrai qu'avec le cycle de baisses des taux qui s'enclenche des deux côtés de l'Atlantique, les perspectives semblent s'améliorer sur les Bourses mondiales. Selon les calculs des équipes de J. Safra Sarasin, Wall Street a progressé en moyenne de 18% sur un an suite à l'amorce d'un cycle d'assouplissement monétaire de la Fed, à condition qu'une récession ait été évitée. D'après la banque suisse, les secteurs de la santé, des biens de consommation courante et de la technologie se sont distingués durant ces phases, de même que les obligations d'Etat américaines et le dollar, qui ont affiché des rendements positifs sur 12 mois après la baisse des taux. A l'inverse, le cuivre et le secteur des matériaux ont généralement enregistré des pertes, qu'il y ait récession ou non, ajoute J. Safra Sarasin. Le bal monétaire ne fera que commencer mer-

credi avec les décisions de la Fed puisque les annonces de la Banque du Japon (BoJ) et de la Banque d'Angleterre (BoE) tomberont le lendemain. En dépit du récent ralentissement de l'inflation au Royaume-Uni, la BoE devrait laisser ses taux inchangés, de même que la BoJ qui devrait confirmer son approche de 'wait-and-see' privilégiée ces derniers mois. Sur le marché obligataire, la perspective grandissante d'une baisse de taux de 50 points de base mercredi continue de faire refluer le rendement des Treasuries américains évoluant, à 3,65%, à des plus bas depuis mai 2023. Le retour de l'appétit pour le risque bénéficie par ailleurs aux cours pétroliers, avec un Brent qui gagne 0,2% à 72,2 dollars, tandis que le WTI américain prend 0,4% à 68,9 dollars. L'or, qui a progressé de 3,2% la semaine dernière, n'est pas en reste puis l'once reprend 0,2% à 2.615,4 dollars ce matin pour établir de nouveaux records absolus.

L'Europe recule, la prudence s'impose avant la Fed

Les principales Bourses européennes reculent lundi en début de séance, les investisseurs choisissant la prudence avant la baisse des taux intérêt de la Réserve fédérale américaine attendue cette semaine. À Paris, le CAC 40 perd 0,17% à 7.452,46 points vers 07h23 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,26% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,06%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,10%, comme le FTSEurofirst 300, tandis que le Stoxx 600 perd 0,11%. Les investisseurs restent divisés sur l'ampleur de la baisse des taux intérêt de la Réserve fédérale américaine attendue cette semaine, la proportion de ceux pariant sur une réduction de 50 points de base ayant nettement augmenté,

même si une réduction de 25 points de base est toujours considérée comme l'issue la plus probable. "Nous continuons de penser qu'une baisse de 25 pb est le plus probable et le plus raisonnable compte tenu de l'information dont nous disposons (...) Un geste plus agressif pourrait être vu comme un diagnostic de la Fed bien plus négatif sur les perspectives économiques, ce qui pourrait affecter la confiance", souligne LBP AM dans une note publiée lundi. La baisse des taux de la Fed prévue jeudi sera la première depuis que la campagne de hausse des coûts d'emprunt a débuté en 2022, tandis qu'en zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a acté la semaine dernière sa deuxième réduction des taux.

La prudence est également de mise après que des données publiées au cours du week-end ont montré que la croissance de la production industrielle chinoise a ralenti à son rythme le plus faible depuis cinq mois en août, tandis que les ventes au détail et les prix des logements neufs ont continué à chuter dans le deuxième économie mondiale. Aux valeurs, le distributeur de matériel électrique Rexel prend plus de 8% et signe la meilleure performance du SBF 120 après avoir rejeté une offre de 8,46 milliards d'euros de QXO. Icade (+4,7%) et Ipsen (+3,9%) sont tous deux en hausse après des relèvements de recommandation.

Wall Street finit la semaine en beauté ; Adobe sanctionné

Les marchés actions américains ont clôturé la semaine sur une note positive avant la décision de politique monétaire de la Fed, les 17 et 18 septembre. Les investisseurs ont pris connaissance ce vendredi de l'indice de confiance de l'Université du Michigan qui a dépassé légèrement les attentes tandis que les prix des importations ont reculé plus que prévu en août. Côté valeurs, Adobe a sombré dans le sillage de ses prévisions de résultats pour le trimestre en cours qui ont déçu les analystes. Le Dow Jones a progressé de 0,72% à 41393 points et le Nasdaq de 0,65% à 17683 points. Adobe a décroché de 8,47% à 536,87 dollars, l'éditeur de logiciels d'édition et de marketing ayant pré-

senté des perspectives décevantes. Lors de la précédente publication, la direction avait noté des signes clairs de gains de nouveaux utilisateurs et de fidélisation des utilisateurs existants grâce à un déploiement important de produits améliorés par l'IA. Trois mois plus tard, les investisseurs sont déçus de ne pas retrouver ces développements positifs dans les objectifs trimestriels, même si les résultats ont dépassé leurs attentes. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 69 en septembre contre un consensus de 68,3 et après 67,9 en août. En rythme mensuel, les prix des importations aux Etats-Unis en août ont baissé de 0,7% alors qu'ils étaient

attendus en baisse de 0,1%. Ils étaient en hausse de 0,5% en juillet. En rythme annuel, ils ont reculé de 0,3% après avoir avancé de 0,1% le mois dernier.

LES VALEURS À SUIVRE AUJOURD'HUI

Adobe
Adobe, dont le titre se replie de 8,5% en avant-Bourse, anticipe pour le trimestre en cours un bénéfice inférieur aux attentes entre 4,63 et 4,68 dollars par action, contre des estimations de 4,67 dollars par action. L'éditeur de Photoshop prévoit par ailleurs un chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre compris entre 5,50 et 5,55 milliards de dollars, là où les analystes visent 5,61 milliards de dollars. Il anticipe 550 millions de dollars de nouveaux revenus récur-

rents annualisés (ARR), un indicateur clé du groupe, pour sa branche médias digitaux.

Boeing

Les salariés de Boeing de la région de Seattle, aux Etats-Unis, ont voté hier soir à une très écrasante majorité en faveur d'une grève à partir du vendredi 13 septembre. Cette décision fait suite au rejet de la nouvelle convention proposée par le constructeur aéronautique américain en difficulté. La grève entraînera la fermeture de deux grandes usines d'assemblage d'avions dans la région de Puget Sound (nord-ouest de l'Etat de Washington). Elle va paralyser la production du 737, du 777 et du 767 cargo, dont les livraisons cumulent déjà les retards.

Moderna

Moderna est attendue en nette baisse en pré-marché à Wall Street après que Jefferies est passé d'Achat à Conserver sur la valeur, avec un objectif de cours abaissé de 120 à 65 dollars. Le broker relève dans la publication d'hier que la réduction annoncée des dépenses de R&D reporte désormais la rentabilité de 2026 à 2028 et que les prévisions de chiffre d'affaires pour 2025 (2,5 à 3,5 milliards de dollars) sont inférieures au consensus de 3,8 à 4 milliards de dollars. Jefferies évoque des risques si l'entreprise devait lever des capitaux pour atteindre ses nouveaux objectifs.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Septembre 2024				
Valeur : 17 Septembre 2024				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.2083	132.2233
1	EUR	EURO	146.4736	146.5034
1	GBP	POUND STERLING	173.7982	173.8179
100	JPY	JAPANESE YEN	93.8913	93.9086
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6356	18.6385
1	CHF	SWISS FRANC	155.8141	155.8502
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.3767	97.3949
1	DKK	DANISH KRONE	19.6472	19.6509
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.9033	12.9069
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3830	12.3880
1	AED	UAE DIRHAM	35.9927	36.0007
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2274	35.2351
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.1858	433.5190
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0016	43.4338
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5064	13.5079
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.0088	27.1472
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3294	3.3398
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.7211	177.7211

ARGENTINE

Le président Javier Milei défend au parlement un budget «déficit zéro»

Le président argentin a défendu devant le Parlement un budget avec un objectif de déficit budgétaire zéro. Il a menacé de mettre un veto à tous les projets qui pourraient menacer cet objectif.

Le président ultralibéral argentin Javier Milei a défendu dimanche son budget 2025 au Parlement, réaffirmant l'objectif sacro-saint d'un "déficit budgétaire zéro", et prévenant les parlementaires qu'il opposerait son veto présidentiel "à tous les projets" de loi menaçant cet équilibre. "Nous opposerons notre veto à tout projet qui menace l'équilibre budgétaire", a mis en garde Javier Milei face aux chambres réunies du Parlement, avec lequel l'exécutif a eu ces dernières semaines plusieurs passes d'armes -avec des succès divers- pour faire passer des législations. Javier Milei n'a, lors d'un discours aux airs de cours magistral d'économie, pas énoncé d'objectif chiffré pour 2025. Il n'y a rien, mais rien de plus appauvrissant pour les Argentins que le déficit budgétaire", a martelé le président. Il a annoncé un projet de loi visant à chan-

ger "pour toujours" la préparation d'un budget: "le déficit a toujours été le résultat d'une réflexion d'abord sur le montant à dépenser, puis sur comment le financer. Nous allons procéder à l'inverse, en réfléchissant d'abord à combien nous devons épargner, puis voir combien nous pouvons dépenser."

Première présentation d'un budget par le président au Parlement

C'est la première fois que le président présente le budget au Parlement -c'est d'ordinaire le ministre de l'Economie. Un geste qualifié "d'historique" par M. Milei lui-même. Normalement le chef de l'Etat ne s'adresse au Parlement que lors de son investiture ou de l'ouverture annuelle de la session parlementaire.

Ce geste symbolique s'inscrit dans un contexte de bras de fer répétés ces dernières semaines entre l'exécutif et le Parlement -où le petit parti libertarien de M. Milei est très minoritaire - pour faire avancer divers projets de lois ou décrets. Avec certains succès pour le président argentin - comme sur un rattrapage de pouvoir d'achat des retraites, rejeté comme il le souhaitait. Mais aussi des revers, comme une enveloppe de "fonds réservés" (sans justification) pour l'agence de renseignements de l'Etat, retoquée par le Parlement. Depuis son arrivée au pouvoir en décembre, Javier Milei a appliqué une draconienne austérité budgétaire, qui a vu l'inflation hors contrôle (211% en 2023) décélérer progressivement autour de 4% mensuels (autour de 120% prédicts à fin 2024), mais au prix d'une forte récession.

ITALIE

L'inflation ralentit en août

L'inflation en Italie a décéléré en août, baissant à 1,1% sur un an après 1,3% en juillet, selon des données définitives publiées lundi par l'Institut national de la statistique (Istat) qui a ainsi confirmé sa première estimation. L'augmentation des prix à la consommation en Italie est inférieure à la moyenne de la zone euro qui a atteint 2,2% en août en glissement annuel et à l'objectif de 2% à moyen terme de la Banque centrale européenne (BCE). Ce ralentissement des prix à la consommation est dû surtout à la chute plus prononcée des tarifs de l'énergie non réglementés et au recul des prix des biens durables, explique l'Istat. Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en août. Les prix des produits énergétiques non réglementés ont accentué leur baisse sur un an, reculant de 8,6% en août, après 6% en juillet. À l'inverse, les tarifs réglementés du secteur de l'énergie ont accéléré leur hausse, grimpant de 14,3% contre 11,7% en juillet. Les prix des biens durables ont baissé de 1,8% en août, après 1,2% en juillet. Le «panier de la ménagère» (produits alimentaires, de nettoyage, de soin et d'hygiène) a ralenti sa hausse, passant de +0,7% à +0,6%. La hausse de l'indice d'inflation calculée selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) a reculé à 1,2% en août sur un an, après 1,6% en juillet.

MEXIQUE

Pourquoi la réforme judiciaire inquiète les investisseurs étrangers

Au Mexique, une réforme constitutionnelle vient d'être approuvée par le Sénat. Elle fait du pays le premier au monde à désigner tous ses juges par un vote populaire, y compris ceux de la Cour suprême. Les opposants au texte redoutent, entre autres, que les futurs magistrats soient vulnérables aux pressions du crime organisé et du pouvoir. Ces dernières semaines, plusieurs banques, dont Morgan Stanley, ont

fait part de leurs inquiétudes. Il en est de même pour les investisseurs étrangers. "Le gouvernement pourrait perdre deux années très importantes. L'impression que le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant limitera les investissements", Luis de la Calle, directeur d'un cabinet mexicain de conseil économique. Concrètement, la crainte est que les juges fassent passer des considéra-

tions politiques ou personnelles avant le respect de la loi. Les analystes estiment que le gouvernement pourrait passer à côté de milliards de dollars à cause de cette réforme. Le peso mexicain ne cesse de chuter, atteignant la semaine dernière son plus bas niveau en deux ans par rapport au dollar. Washington déplore "une menace" pour les relations commerciales bilatérales. Alors même que le Mexique a

supplanté la Chine en tant que premier partenaire commercial de son voisin du Nord. Le pays a su tirer profit de la rivalité entre Pékin et Washington en s'imposant comme un intermédiaire. Depuis le déclenchement de la guerre douanière entre les deux puissances, la Chine a notamment accéléré ses investissements dans l'industrie mexicaine. Parmi les entreprises étrangères qui

ont décidé de l'expansion de leurs activités au Mexique figurent le géant technologique taïwanais Foxconn, sous-traitant d'Apple, le géant danois du jouet Lego ou encore Mattel. Les investissements étrangers y ont battu un record l'an dernier (36 milliards de dollars). Le Mexique a par ailleurs engrangé la plus forte hausse de part des importations américaines entre 2016 et 2023.

COMMISSION EUROPÉENNE

L'Union Européenne donne un coup d'accélérateur inédit dans le secteur éolien

Après l'adoption du paquet sur l'énergie éolienne en fin d'année dernière, les entreprises sont dans les starting blocks pour atteindre les objectifs de production. L'année dernière, un nombre record de parcs éoliens ont été construits en Europe, mais cela reste loin de suffire pour atteindre les objectifs de l'Union Européenne en matière d'énergie verte. Dans ce numéro de Business Planet, Andrea Bolitho se rend

dans le nord de la Belgique, sur le site de ZF Wind Power, l'un des principaux producteurs mondiaux de boîtes de vitesses, qui constituent le cœur d'une éolienne. Alors que la demande en énergie verte augmente, la production peut-elle suivre le rythme ? Les éoliennes sont de plus en plus grandes, tout comme les boîtes de vitesse et les groupes motopropulseurs, ainsi que l'équipement nécessaire pour les tester.

L'Union Européenne sait que le temps presse, et a adopté un "paquet" sur l'éolien afin d'accélérer le développement de l'industrie dans ce secteur. S'il n'est pas réaliste de doubler la production l'an prochain, selon Felix Henseler, certaines usines seraient en fait sous-exploitées, ce qui laisse une marge de manœuvre pour augmenter la cadence de production, une fois que les commandes arriveront. "Il existe déjà des ressources dis-

ponibles sur le marché que nous pourrions utiliser pour augmenter notre production", estime le dirigeant. "C'est ambitieux, mais globalement, ce n'est pas hors de portée, mais nous devons nous y mettre dès à présent. Nous avons tous les outils en main, avec le paquet sur l'éolien, également, qui a été adopté par l'Union Européenne et sur lequel tous les États membres se sont mis d'accord".

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2024

Le cours du fer a fondu de près d'un tiers »

Le prix du minerai est passé sous la barre des 90 dollars la tonne, lundi 9 septembre, sur le marché à terme de Singapour. Un niveau très bas qui s'explique surtout par l'essoufflement du secteur immobilier chinois, expose Laurence Girard, journaliste économique au « Monde ». Le fer ne coûte plus un bras. Son cours ne cesse de ployer au fil des mois. Le prix du minerai de fer est même passé sous la barre des 90 dollars (81 euros) la tonne, lundi 9 septembre, sur le marché à terme de Singapour. Un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis novembre 2022. En janvier,

il culminait encore à 135 dollars la tonne. Depuis le début de l'année, le cours du fer a ainsi fondu de près d'un tiers. La dégringolade est sévère. Même si les investisseurs sont habitués à son parcours en dents de scie, ils doivent avoir des nerfs d'acier pour encaisser les coups de boutoir du cours du fer. On se souvient qu'en mai 2021 il se négociait à près de 230 dollars la tonne, flirtant alors avec son record. Une flambée alimentée par le rallumage du moteur économique chinois, placé sous éteignoir pendant la crise due au Covid-19. En remettant les gaz, Pékin propulsait dans son sillage les métaux industriels.

Depuis, les marchés ne cessent d'ausculter le rythme du cœur économique de la planète. Or, les bulletins de santé de la Chine, premier consommateur mondial de matières premières, égrenés au fil des mois, montrent des signes d'essoufflement. Surtout, le secteur immobilier, l'un des carburants de la croissance accélérée de l'ex-empire du Milieu, a du plomb dans l'aile, entraînant dans sa chute le minerai de fer, principal composant de l'acier, très prisé des bâtisseurs. Les investisseurs misent sur l'or. Quand le géant immobilier chinois Evergrande a commencé à vaciller sur ses

bases, il y a trois ans, l'inquiétude est devenue palpable sur les marchés. Finalement, le mastodonte, lesté de 260 milliards d'euros de dettes, a été placé en liquidation judiciaire en janvier, et son patron est désormais en détention. Même si le gouvernement de Pékin tente de colmater les brèches, l'édifice financier du secteur de la construction montre ses fragilités, prêt à sécrouler comme un château de cartes soufflé par la déflagration. Après Evergrande, Country Garden a révélé être asphyxié sous sa montagne de dettes accumulées, et Vanke, un autre promoteur, est aussi menacé.

NOUVEAUTÉS KIA

A la conquête des utilitaires à l'occasion du salon de Hanovre

Le constructeur sud-coréen arrive bientôt sur le marché européen des véhicules utilitaires. Le premier lancement aura lieu à l'été 2025 avec le PV5, un véhicule électrique, modulaire, connecté et innovant.

Un nouvel acteur dans l'univers des véhicules utilitaires, voilà qui est plutôt rare... Et si cet acteur n'est jusqu'alors connu que pour ses voitures, cela l'est encore plus. Et c'est donc Kia qui s'apprête à franchir ce pas en faisant son entrée sur le marché des véhicules utilitaires 100 % électrique avec sa gamme de PBV (Platform Beyond Vehicle). Une audacieuse décision, affirment les responsables de la marque, et l'avenir dira si cette audace est payante pour le constructeur sud-coréen.

Ces nouveaux utilitaires ne sont pour l'instant que des "concepts van" et ils viennent d'être dévoilés pour la première fois en Europe dans le cadre du salon international des transports qui se tient actuellement à Hanovre en Allemagne.

Deux véhicules sont présentés sur le stand de la marque, le PV5 et le PV7 qui préfigurent plus ou moins précisément les versions de série qui seront lancées sur le marché. Deux véhicules étonnants et innovants, c'est le moins que l'on puisse dire ! Et si la cabine de série reste fidèle aux premières images dévoilées, Kia décrochera sans aucun doute la palme de l'innovation et du modernisme !

Ces utilitaires coréens ne sont pas tout à fait comme les autres. Il y aura certes à terme un petit, un moyen et un grand utilitaire, comme toute gamme de VU normalement constituée, mais ces PV 1, 5 ou 7 entièrement électriques ont une silhouette inhabituelle, et seront connectés et modulables, explique le constructeur. Si le PV1 n'est pas encore au programme européen, le PV5 sera lancé à l'été 2025 sur le marché et il faudra attendre 2027 pour voir arriver le grand PV7.

Fourgon, Combi ou châssis-cabine

Le premier commercialisé dans nos contrées, le PV5, est un véhicule modulaire décliné en trois modèles : une version Combi pour le transport de personnes, avec de multiples configurations de siège possible ; un fourgon pour le transport de marchandises et un châs-



sis-cabine. Le PV5 fourgon sera lui-même proposé en trois dimensions, Standard, long et à toit surélevé. Réalisé sur un empattement de 3 mètres, le PV5 affichera

une longueur de 4,64 m pour une hauteur de 1,90 m en standard et 2,20 mètres avec le toit surélevé. Kia annonce un volume de chargement important et « une hauteur de seuil de chargement la plus basse du marché ».

Le châssis-cabine permettra quant à lui de multiples adaptations, l'arrière du véhicule pouvant aussi bien accueillir une benne qu'une caisse frigorifique. Kia a d'ailleurs annoncé lors de la présentation officielle de ses utilitaires à l'IAA de Hanovre un nouveau partenariat avec Petit Forestier, leader mondial des véhicules frigorifiques.

Côté motorisation et mécanique, aucune précision n'a encore été apportée. Pour ce qui est de la recharge, les PBV seront proposés avec une recharge en courant alternatif de 22 kW et une recharge rapide en courant continu jusqu'à 150 kW. Avec sa capacité de recharge ultrarapide, un PBV pourra recharger sa batterie de 10 à 80 % en 30 minutes. À noter que ces PBV seront également dotés de la technologie de recharge inversée V2L, et « pourront ainsi faire office d'unités mobiles d'énergie pour alimenter toutes sortes d'appareils électriques comme des outils ou des groupes frigorifiques » explique le constructeur.

Kia a également annoncé une garantie de 7 ans ou 150 000 kilomètres pour tous les PBV.

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE 2024

Voici les nouveautés à découvrir sur son stand du Salon

Dacia ne viendra pas les mains vides au Mondial de l'Auto 2024. Et si la principale attraction du stand du constructeur sera le Bigster, le prototype Sandrider engagé dès 2025 sur le Dakar devrait aussi attirer la foule.

Toujours très apprécié sur les salons, le stand Dacia devrait de nouveau plaire au public lors du Mondial de l'Auto parisien qui se profile (du 14 au 20 octobre). Toute la gamme Dacia sera ainsi déployée au Paris Expo de la porte de Versailles dont les nouveaux Duster et Spring. Mais

c'est sans doute la version définitive du SUV Bigster qui devrait rallier à lui le plus de suffrages le mois prochain. Un Bigster de série qu'on pourrait résumer comme un grand frère du Duster (environ 4,60m de long contre 4,34m pour un Duster) et qui sera commercialisé dès le printemps 2025.

Les amateurs de rallye-raid ne manqueront pas non plus de découvrir le prototype Sandrider, la nouvelle monture dont prendra le volant (notamment) Sébastien Loeb lors du prochain Dakar en janvier 2025, un véhicule specta-

culaire également engagé dans le Championnat du monde de Rallye-Raid. Enfin, sachez que Dacia met en ligne un jeu-concours permettant de remporter 2 invitations pour le Mondial de l'Auto, mais surtout la prise en charge de votre transport pour vous y rendre, un accompagnement personnalisé sur place ainsi qu'une rencontre exclusive avec Sébastien Loeb, le nonuple champion du monde des rallyes WRC qui ne rêve désormais que d'une chose, remporter enfin le Dakar... !



La famille de LLM o1 d'OpenAI capable de raisonnement complexe

Jusqu'alors connu sous le nom de code Strawberry, le dernier LLM o1 d'OpenAI serait en mesure d'émuler des raisonnements complexes. Basée sur des techniques de chaines de pensée, cette génération de grands modèles de langage se déclinera en plusieurs représentants dont dès aujourd'hui o1-preview et o1-mini.

OpenAI lève finalement un peu plus tôt le voile sur sa dernière génération de LLM. Jusqu'alors connue sous le nom de code Strawberry, elle était censée arrivée d'ici une à deux semaines mais c'est en réalité dès à présent que le fournisseur américain a décidé de passer à l'action en présentant o1. Cette génération de grands modèles de langage a pour caractéristique de passer plus de temps à traiter les réponses aux requêtes dans un but de résoudre des problèmes difficiles. Il se base pour cela sur des techniques de chaines de pensée avec à la clé la capacité d'émuler des raisonnements plus complexes.

Pour étayer ses propos, OpenAI a annoncé que o1 se classe dans le 89e percentile pour les questions de programmation compétitives (Codeforces), parmi les 500 meilleurs étudiants des États-Unis lors d'une épreuve de qualification pour les Olympiades de mathématiques (AIME), et dépasse le niveau de précision d'un doctorat humain sur un benchmark de problèmes de physique, de biologie et de chimie (GPQA). "Notre algorithme d'apprentissage par renforcement à grande échelle apprend au modèle à penser de manière productive en utilisant sa chaîne de pensée dans le cadre d'un processus de formation très efficace en

GPT-4o

Down:

- _____ car (Station wagon) - Family
- Automatic planting machine - Seeder
- Profession - Career
- Syrian and Turkish pepper variety - Aleppo
- Annoy - Irritate
- Deletes - Erases

Here's how the crossword would look filled in:

PlainText

OpenAI o1-preview

Down:

- _____ car (Station wagon)
- Automatic planting machine
- Profession
- Syrian and Turkish pepper variety
- Annoy
- Deletes

First, let's try to number the squares properly, I think in such grids, the numbers at the starting squares of entries.

But we need to figure out where words start.

Given the numbering from 1 to 11 in the grid, and given that number 1 is the first across clue.

Usually, across and down clues correspond to

Alors que GPT-4o se contente de livrer une solution à un problème (ici un mot-croisé) o1 détaille le raisonnement l'ayant amené à trouver la solution.

termes de données", assure la société. "Nous avons constaté que les performances de o1 s'améliorent constamment avec plus d'apprentissage par renforcement (calcul du temps de formation) et avec plus de temps consacré à la réflexion (calcul du temps de test)."

Des garde-fous en termes de valeurs et de principes humains

Les utilisateurs de ChatGPT Plus et Team ont d'ores et déjà accès à la beta de ce LLM (o1-preview) sachant que et o1-mini est également lancé en même temps. Les utilisateurs des plans Enter-

prise et Edu y auront quant à eux accès début de la semaine prochaine. OpenAI prévoit de donner o1-mini à tous les utilisateurs gratuits de ChatGPT, mais n'a pas encore fixé de date de sortie. Pour les développeurs en revanche, ce LLM apparaît très coûteux : o1-preview en mode API coûte en effet 15 \$ pour 1 million de tokens en entrée, ou morceaux de texte analysés, et 60 \$ pour 1 million de tokens en sortie. À titre de comparaison, GPT-4o coûte 5\$ pour 1 million de jetons en entrée et 15 \$ pour 1 million de tokens en sortie.

OpenAI reconnaît cependant que les contraintes liées à la mise à l'échelle de l'approche utilisée pour o1 diffèrent considérablement de celles du préapprentissage de ses précédents LLM et qu'il continue à travailler dessus. "Nous avons constaté que l'intégration de nos politiques de comportement du modèle dans la chaîne de pensée d'un modèle de raisonnement est un moyen efficace d'enseigner de manière robuste les valeurs et les principes humains", assure également la société.

Un point sur lequel le groupe se montre particulièrement vigilant et sur lequel il veille comme le lait sur le feu au risque de se faire encore passer pour un apprenti-sorcier.

Tous les iPhone 16 ont bien 8 Go de mémoire vive : pourquoi Apple est-elle soudainement si généreuse ?

C'est confirmé, les iPhone 16 et 16 Plus sont dotés de 8 Go de mémoire vive, tout comme leurs cousins haut de gamme, les iPhone 16 Pro et 16 Pro Max. Et c'est pour une raison bien précise.

Habituellement, Apple reste très discrète concernant ce type de spécificité en public. Mais Johnny Srouji, vice-président des technologies hardware de la société, s'est montré bavard lors d'une interview accordée à la chaîne YouTube Geekerwan. Si l'année dernière, les iPhone 15 et 15 Plus ne bénéficiaient que de 6 Go de RAM, contre 8 Go pour les 15 Pro et 15 Pro Max, ce n'est plus le cas pour les nouveaux smartphones, tous pourvus de 8 Go de mémoire vive.

Permettre l'exécution d'Apple Intelligence

Cette caractéristique est primordiale pour permettre aux iPhone de supporter les capacités d'intelligence artificielle (IA) Apple Intelligence. « Notre objectif est de construire les meilleurs produits et d'offrir à l'utilisateur la meilleure expérience possible. En ce qui concerne Apple Intelligence, la DRAM (Ndlr : Dynamic Random Access Memory) en est un aspect », a détaillé le cadre.

« Nous avons examiné différentes configurations, tant pour le calcul que pour la largeur de bande et la capacité de mémoire. Ensuite, nous avons fait le bon compromis et trouvé l'équilibre entre ce



qui est le plus judicieux et ce qui l'est moins. Apple Intelligence est une caractéristique majeure qui nous a amenés à penser qu'il fallait passer à 8 Go », a-t-il poursuivi.

Cela explique, en partie, pourquoi les iPhone 15 basiques ne supportent pas Apple Intelligence. L'IA, en particulier les volumineux modèles de langage, nécessite en effet l'accès rapide à de grandes quantités de données. La RAM permet de

les stocker temporairement pour un accès instantané. De même, l'appareil doit être en mesure d'exécuter plusieurs tâches d'IA simultanément sans ralentissement significatif.

Utile aussi pour le gaming

Apple Intelligence inclura une version totalement remaniée de Siri, ainsi qu'un assistant à l'écriture, un générateur d'image

et même un générateur d'emojis. La marque à la pomme n'est pas la seule entreprise à avoir augmenté la capacité RAM de ses smartphones pour l'arrivée de l'IA. C'est aussi le cas de Google avec sa gamme de Pixel 9.

Selon Johnny Srouji, les 8 Go de RAM seront aussi utiles pour d'autres cas d'usage, comme le gaming.

Mots fléchés

Pièce de viande	↓	Maréchal de Yougoslavie	↓	Passereau	↓	Fauteuil bas	↓	Au moyen de	↓	Préparation écrasée	↓	Fleuve qui arrose Gérone en Catalogne	↓
Gardien de la paix		Un livre poignant d'une jeune fille (5 mots)				Exclue						Grivois	
	→	↓				↓		Amorphe	→			↓	
								Lieux d'aisances	↓				
Nouvel an vietnamien	→			Enveloppe des fruits à coque	→					Train francilien	→		
Petit objet servant à la parure				Il a peint le moulin de la galette						Cassé			
	→			↓	Indiens	→				↓			Subalterne
					Paresseux								
Putréfaction			Pesât un emballage	→	↓				Napperons individuels	→			↓
	→	Acclamation	Poisson plat						Dieu celte				
	↓		↓										
Conforme à la réalité	→				Il avait revendiqué 1093 brevets	→				Une loi imposée par la Mafia		Trou normand	→
Une orchidée												Néon	
	→												Bride
							Zigoto	→				↓	
							Ruban étroit						
Ancienne mesure chinoise	→				Fraternel		Désavantagé	→				Erbium	→
Condiment							Chaussons					Pour mesurer la résistance électrique	
	→		Verdure dans le désert	→	↓		↓					↓	
			Nation de Royaume-Uni						Potelé	→			
Poème lyrique	→		↓	Bastide	→			Mémoriaux		Prénom du dernier mari de la même Piaf	→		
Inopérantes								↓					
	→								Américium	→		Pièces de literie	
												↓	
Vérifiée		Drame au Japon	→	On peut l'avoir blanc	→					A moi	→		
	→	Annexe de la Comédie Française		Il n'y a pas une région italienne						Maladies d'amour			
	↓	↓		↓									
									Religieuse	→			
Affligé	→							Énumération	→				Différents
Hymne spirituel turc								Mélancolique					
	→				Petite sainte	→		↓		Sélectionna Agglomération	→		↓
Métal précieux	→		Chrome	→		Remplace le RMI	→			↓	Député	→	
Archives télévisuelles						Ancien loup					Petit transport en commun		
	→				Animal de la mythologie chinoise	→		Meitnerium	→		↓	Petit officier	→
			Roi de Juda		Un centre à la poste							Changement à l'adolescence	
Parties d'une charrue	→	Préfecture de la Loire-Atlantique	↓		↓			Equiper un navire	→			↓	
	↓	Lac des Pyrénées											
				Excitation sexuelle	→			D'une teinte jaune tirant sur le brun	→				
Mammifère ongulé	→					Pour relier	→		Cantine huppée	→			

Près de 200 spécialistes en rhumatologie des différents établissements hospitaliers du pays et de l'étranger prendront part à la 12^{ème} rencontre orano-eurélienne de rhumatologie, prévue les 20 et 21 septembre en cours à Oran, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par le service de rhumatologie de l'établissement hospitalier "Dr. Medjbeur Tami" d'Aïn El Turck, cette rencontre regroupera d'éminents spécialistes algériens et français de la région d'Eure-et-Loir (France) autour des différents aspects liés à la rhumatologie et sa prise en charge, ainsi que les nouveaux traitements innovants dans ce domaine, a-t-on indiqué de même source.



CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOU ECHARIF

Le Premier ministre préside la cérémonie officielle

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre M. Nadir Larbaoui, a présidé dimanche soir à Djamaâ El-Djazaïr, en compagnie du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Mohamed Maâmoun Al-Kacimi Al-Hoceini, la cérémonie de célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif et de distinction des lauréats du concours de récitation du Saint Coran. La cérémonie a débuté après la prière du Maghreb, par la récitation collective de quelques versets du Saint Coran, interprétée par les élèves de l'école Imam-Malik d'Alger. Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a, ensuite, fait un prêche sur les qualités louables du Prophète. Au terme de la cérémonie, six (6) jeunes récitants et récitanes ont été distingués dans le concours de récitation du Saint Coran. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, et du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Record historique pour l'or grâce à la chute du dollar

Les prix de l'or ont atteint un niveau record lundi, alors que la faiblesse du dollar et les perspectives d'un assouplissement agressif de la politique monétaire américaine ont renforcé l'attrait des lingots non productifs. L'or au comptant a progressé de 0,1% à 2.579,09 dollars l'once après avoir atteint un sommet record à 2.589,59 dollars. Les contrats à terme sur l'or américain ont légèrement baissé de 0,1% à 2.606,80 dollars. L'affaiblissement de la monnaie américaine rend l'or libellé en dollars plus attractif pour les acheteurs utilisant d'autres devises. L'événement clé de la semaine est la décision de la Réserve fédérale sur les taux d'intérêt, prévue mercredi prochain. La première baisse des taux américains se rapproche et sera suivie d'autres, ce qui soutiendra l'or, prévoient les observateurs du marché aurifère. Les lingots deviennent généralement un investissement plus attractif en période de taux d'intérêt plus bas.

SOMMET VIRTUEL «APPEL MONDIAL POUR LE SOMMET DE L'AVENIR»

Tebboune appelle les dirigeants des pays du monde à adhérer au Pacte de l'avenir

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé le plein soutien de l'Algérie à l'Organisation des Nations Unies, appelant les dirigeants des pays du monde à adhérer au Pacte de l'avenir qui devrait être publié prochainement au terme de négociations entre les gouvernements. «Notre monde est aujourd'hui à un tournant décisif et périlleux du fait des risques découlant des défis sécuritaire, climatique et de développement, qui impactent aussi bien nos peuples que nos Etats», a indiqué le président de la République dans une allocution lors de sa participation au sommet virtuel «Appel mondial pour le Sommet de l'avenir», en prévision du Sommet de l'avenir qui se tiendra les 22 et 23 septembre 2024.

«De telles circonstances exceptionnelles font à nouveau émerger parmi les priorités, l'impérative revalorisation de ce qui nous ras-

semble et nous unit dans l'enceinte de notre organisation onusienne, que nous soutenons pleinement, convaincus qu'elle est irremplaçable et indispensable», a souligné le président de la République.

«Le Sommet de l'avenir que nous préparons ne doit pas être un événement anodin ou une occasion éphémère. Ce rendez-vous doit, au contraire, être appréhendé comme une étape charnière à mettre à profit pour renouveler notre engagement collectif envers les principes et valeurs consacrées par la Charte des Nations Unies», a soutenu le président de la République, rappelant que «ces principes et valeurs ont été mises en place pour préserver notre sécurité collective, tisser un lien équitable entre nos pays et défendre nos intérêts communs».

Ce rendez-vous doit être considéré comme une «opportunité renouvelée pour rattraper les occasions manquées en vue de trouver

des solutions pacifiques aux crises et conflits qui accablent la communauté internationale», mais aussi comme une «base solide pour envisager les perspectives d'avenir à la lumière d'un ordre international équilibré et juste garantissant la sécurité, la stabilité et la prospérité pour tous, mettant fin à la marginalisation des pays africains qui a tant duré, répondant aux appels de détresse des peuples opprimés et éradiquant le dernier fléau des époques révolues : la domination, l'occupation et le colonialisme», a poursuivi le président de la République. Et d'appeler, par là même, les dirigeants des pays du monde à adhérer à cette «noble initiative» et à joindre leurs efforts pour traduire les conclusions qui sanctionneront ce Sommet en «actions concrètes à même de préserver les intérêts des générations actuelles et futures».

CONSEIL NORVÉGIEN POUR LES RÉFUGIÉS

Les inondations exacerbent les crises humanitaires au Sahel

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a indiqué lundi que les inondations dans la région du Sahel et du lac Tchad ont exacerbé les crises humanitaires déjà existantes dans des pays comme le Cameroun et le Niger. "La situation dans la région du Sahel et du lac Tchad est de plus en plus désastreuse, car les effets combinés des conflits,

des déplacements et du changement climatique pèsent lourdement sur les populations vulnérables", a relevé Hassane Hamadou, directeur régional du NRC pour l'Afrique centrale et occidentale. "Notre priorité immédiate est de veiller à ce que les personnes touchées dans toute la région reçoivent une aide essentielle, notamment des abris, de la nourri-

ture et des produits d'hygiène. Les solutions à plus long terme, notamment l'amélioration des infrastructures existantes, doivent être coordonnées avec les gouvernements locaux pour renforcer la résilience face aux catastrophes futures", a soutenu Hamadou. Ce dernier a souligné que dans des pays comme le Cameroun et le Niger, les communautés vivant le

long du bassin du lac Tchad, déjà confrontées à des conflits et à des déplacements dus à l'insécurité, doivent faire face à la menace supplémentaire des catastrophes liées au climat. Les fortes inondations sont de plus en plus fréquentes, entraînant de graves conséquences humanitaires presque chaque année".

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS

Neutralisation de deux réseaux à Tipasa

Deux (2) réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer ont été démantelés par la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains de la sûreté de wilaya de Tipasa, rapporte, lundi un communiqué rendu public par cette institution sécuritaire. Selon le communiqué, 19 personnes ont

été arrêtées, dont six (6) présumées impliquées dans deux réseaux d'organisation de traversées clandestines par mer et mettant en danger la vie d'autrui, à partir des côtes de Gouraya et Douaouda. Ces opérations ont été réalisées grâce à l'exploitation d'informations sur l'activité suspecte des membres du réseau impliqués dans l'organisation de tra-

versées clandestines par mer, a-t-on souligné. Les investigations ont révélé l'implication des suspects dans des opérations frauduleuses contre d'autres victimes et l'exposition de leurs vies et sécurité au danger, en les délestant de leur argent après leur avoir fait croire qu'ils les feront traverser clandestinement vers l'autre rive de la Méditerranée, selon la même

source. Deux embarcations équipées de matériel de navigation dont deux appareils de radiocommunication et une boussole, ont été également saisies par la police, suite à ces opérations. A cela s'ajoute la saisie de cinq (5) réservoirs de 330 litres de carburant et des sommes d'argent estimées à 560.000 DA et 4.227 Euros.

SOMMET DES MÉDIAS DES BRICS À MOSCOU

Les participants plaident pour un ordre mondial multipolaire

Les participants au Sommet des médias des pays membres du groupe des Brics, qui a pris fin, hier dimanche à Moscou (Russie), ont plaidé en faveur d'un ordre mondial multipolaire juste, équitable et respectueux du droit international», insistant sur l'impératif «respect de la souveraineté des Etats». Dans leur communiqué final, les participants à ce sommet de deux jours ont souligné l'importance de «bâtir un ordre mondial multipolaire juste, équitable et respectueux du droit international», insistant sur l'impératif respect de «la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures». Conscients du rôle des médias dans la préservation et le renforcement du dialogue international, les participants des pays des Brics s'engagent à promouvoir les échanges et les interactions entre leurs médias respectifs dans le cadre des mécanismes des Brics et des Brics+, selon le document. Ce faisant, les participants ont réaffirmé leur attachement aux principes de neutralité et d'un journalisme factuel, tout en appelant à coordonner les efforts pour lutter contre la désinformation, ajoute le communiqué final, soulignant l'importance pour les médias d'intégrer et de s'adapter aux technologies modernes et de définir des normes et des critères éthiques dans l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Organisé au World Trade Center de Moscou, cet événement a vu la participation de quelque 200 responsables d'établissements médiatiques et d'instances internationales et spécialistes représentant 45 pays. L'Agence Algérie Presse Service (APS) y a été représentée par le Rédacteur en chef, Mohamed Ilyes Azzouz. Organisé par l'agence de presse russe TASS, avec la participation de l'agence de presse chinoise Xinhua, parallèlement à la présidence tournante du groupe des Brics par la Russie, ce sommet a offert aux participants un espace de dialogue et d'échange autour des enjeux et des défis auxquels les médias sont confrontés pour l'avènement d'un monde multipolaire.

Ce sommet a vocation à promouvoir le dialogue entre les médias de différents pays, dont ceux des Brics, et à discuter des moyens de concrétiser des projets conjoints dans ce cadre. Les travaux de ce sommet, coïncidant avec la célébration du 120^e anniversaire de la création de l'agence TASS, ont été marqués par l'organisation de panels et de tables rondes, notamment sur «le rôle des médias des pays membres du groupe des Brics dans le renforcement de la stabilité et de la coopération dans un monde multipolaire» et «les médias des pays du groupe des Brics: transition technologique vers un nouveau monde».